

FAIRE DE LA FRANCE LE PAYS LE PLUS PROSPÈRE D'EUROPE



LES CINQ ABANDONS QUI FONT LE MALHEUR DE LA FRANCE



@FCONCORDE



FONDATION CONCORDE



WWW.FONDATIONCONCORDE.COM

2019

Une étude réalisée sous la direction de Michel ROUSSEAU

Rapporteur : Philippe ANSEL

Sommaire

Préambule	4
I. L'abandon de notre industrie	6
II. L'abandon du travail	14
III. L'abandon de l'élitisme républicain dans l'éducation	19
IV. Après l'Euro, le renoncement à la discipline économique et financière	24
V. L'abandon des centres-villes	31
Conclusion	38

Préambule

La France va mal. La crise des gilets jaunes est un des symptômes de cette dérégulation. Malheureusement, cette crise suscite peu d'interrogations sur ses fondements qui relèvent de l'histoire économique et sociale récente. Nous payons en effet le prix de cinq abandons intervenus au début des années 70 :

- **L'abandon de l'industrie** qui nous prive d'emplois bien rémunérés, réduit notre croissance, dégrade nos comptes extérieurs ;
- **L'abandon du travail** qui réduit notre production et fait exploser notre dépense publique ;
- **L'abandon de l'élitisme républicain dans l'éducation** qui nous prive des compétences nous permettant de tirer profit de la révolution technologique ;
- **L'abandon des centres-villes** qui a éclaté le tissu urbain en contradiction avec les impératifs d'un développement durable ;
- Et plus récemment **l'abandon paradoxal de la discipline économique et financière** après l'avènement de l'Euro qui fait planer le risque de crise financière en cas de remontée des taux.

Les 3 premiers trouvent certainement leurs racines dans la mutation des valeurs qui clôt les trente glorieuses.

On passe de la société de privation, d'effort, d'héroïsme de l'après-guerre à une société d'abondance, de plaisir et de consommation où règne l'individualisme avec la recherche forcenée de l'épanouissement individuel.

Cette mutation s'accompagne d'une contestation du développement économique quantitatif des 30 glorieuses, de ses conséquences sur l'environnement et de sa soutenabilité, de la modernisation du pays. Des décisions publiques majeures sont prises qui ne font qu'accompagner cette évolution des mentalités : on renonce à l'impératif de production de l'après-guerre, on réduit considérablement le temps de travail pour donner du temps au loisir et à l'épanouissement et on somme l'éducation nationale de donner la priorité à l'épanouissement de l'enfant. On renoue cependant partiellement avec l'effort, avec la politique de rigueur de 1982 jusqu'en 1997 avec le projet de construction de l'Euro.

Mais dès son instauration, on renonce à la discipline économique qui avait été nécessaire à sa construction et qui est nécessaire à son bon fonctionnement comme si les efforts consentis avaient épuisé le pays.

Les deux chocs pétroliers semblent donner raison aux tenants de ces mutations économiques et politiques.

La politique d'urbanisme qui a éclaté les lieux de vie, de travail, de vente... est, elle, pour le moins paradoxale : alors que les chocs pétroliers et les nouvelles sensibilités écologistes auraient dû entraîner un retour à la ville et à l'habitat resserré, on poursuit dans le développement d'un urbanisme éclaté, organisé autour de l'automobile.

Ces abandons se renforcent l'un l'autre pour aboutir à une France qui ne produit pas suffisamment pour satisfaire les besoins de sa population et qui délivre des solutions palliatives en octroyant un pouvoir d'achat artificiel financé par l'endettement.

Par défaut d'analyse, la crise des gilets jaunes risque d'aboutir à un recours accru à ces solutions palliatives qui préparent une future crise économique et politique majeure : la France devra tôt ou tard produire plus ou consommer moins.

I. L'abandon de notre industrie

Le rôle clé de l'industrie dans les économies contemporaines

Si l'industrie ne multiplie plus les emplois, elle reste le moteur de l'économie des pays développés :

. **L'industrie constitue le premier déterminant de la croissance économique** car la croissance annuelle de sa productivité est 3 fois supérieure à celle des autres activités. Or c'est la productivité qui conditionne la croissance.

. L'industrie entraîne les autres activités car un emploi industriel mobilise un emploi dans les services.

. Les industries mobilisent plus de 80% des dépenses de R&D.

. C'est un secteur décisif pour la balance commerciale et l'équilibre des comptes publics : l'industrie représente 70% des biens échangés dans le monde et assure donc le pouvoir d'achat extérieur des nations. Un déficit commercial se finance par la vente du patrimoine et par l'endettement des acteurs économiques, notamment l'Etat.

. L'industrie procure des emplois bien rémunérés, les emplois intermédiaires des classes moyennes, socle des démocraties.

Rémunération moyenne mensuelle brute 2015 (DARES) :

Industrie : 3 362 €

Construction : 2 733 €

Tertiaire : 2 937 €

Ensemble : 3 000 €

. L'industrie est au cœur de l'activité économique des territoires : 70% des usines sont implantées à proximité de villes petites et moyennes.

. Seule l'industrie est à même de faire face aux enjeux climatiques qui nécessitent les solutions apportées par une « hyper industrie ».

Historique de notre industrialisation

Notre désindustrialisation ne date pas de la mondialisation et de la montée en puissance des capacités industrielles de la Chine. Elle est constante depuis le début des années 1970. La part de l'industrie dans le PIB a été divisée par 2 depuis cette époque (20,30% en 1974, 10,14% en 2017).

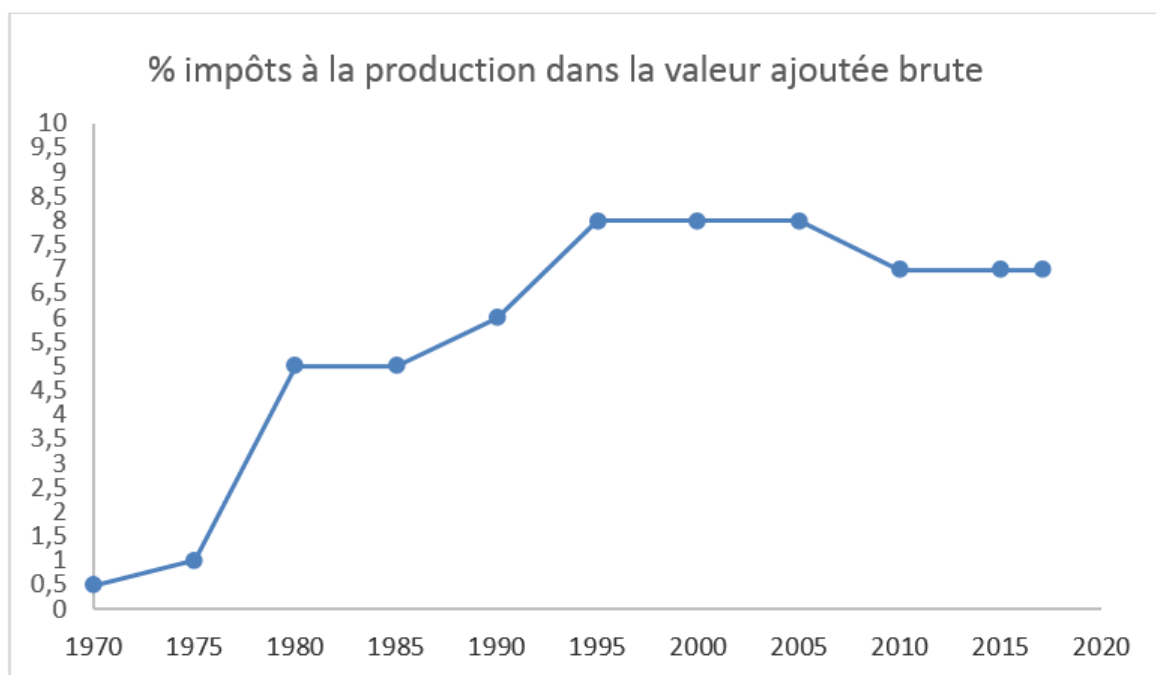
Notre déclin industriel a pour origine la diffusion d'une croyance collective dans une société post-industrielle et post-travail qui pourrait faire l'impasse sur la production.

A l'origine de cette idée, entre autres les travaux de l'Hudson Institute d'Hermann Kahn réalisés pour la Datar au début des années 1970, dont le livre paru en 1973 « *L'envol de la France* » nous explique que la France aura dépassé l'Allemagne dans les années 1980 car nous sommes mieux adaptés au développement de la société post-industrielle : « *Il existe de plus, en France, une sorte d'équilibre entre le loisir et le travail qui ne rend ni l'un ni l'autre particulièrement attirant. Dans la zone concurrente de l'Europe du Nord-Ouest, quand la balance penchait complètement en faveur du travail, ces peuples étaient extrêmement compétitifs. Maintenant que la balance penche pour les loisirs, ils deviennent, semble-t-il, extrêmement peu compétitifs.* »

« La France possède une économie plus puissante que l'Allemagne en termes de production par habitant et possédera bientôt un avantage économique important. Elle dépassera la production économique totale de l'Allemagne au cours de la prochaine décennie. Le secteur des services dans l'économie française reste, il est vrai, considérablement plus développé qu'en Allemagne, mais ceci est également la caractéristique d'un Etat industriel moderne (et même post-industriel) ».

Le rapport publié en librairie en 1973 à l'orée du septennat giscardien a profondément marqué nos élites. Il est vrai que leur enrichissement par la banque et par la grande distribution a semblé leur donner raison au fil des ans.

Cet abandon de l'impératif industriel qui était au cœur des politiques publiques depuis 1945 a trouvé une première traduction dans le septennat de Giscard d'Estaing. Confrontés aux chocs pétroliers et à l'essor des dépenses d'indemnisation du chômage qui en résulte, les gouvernements accroissent fortement les impôts à la production qui passent de 0,5% de valeur ajoutée brute des sociétés non financières en 1970 à 5% en 1980 soit un décuplement. Ils ont à nouveau progressé à 8% entre 1995 et 2005 :



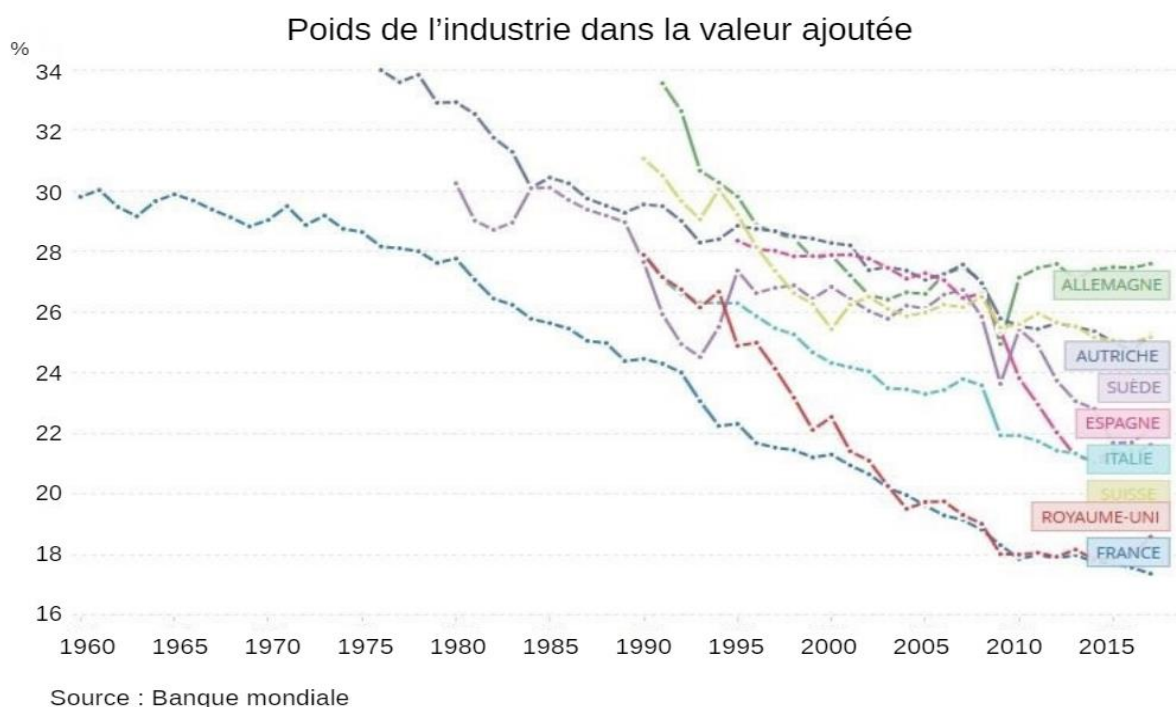
Source : INSEE

Cette politique est évidemment un non-sens économique. Au moment où la hausse du prix du pétrole réduit la demande et oblige l'industrie à une mutation de son appareil de production pour réduire ses consommations d'énergie et à développer de nouveaux produits plus économes, on ampute ses ressources et on réduit ainsi ses capacités d'adaptation.

La France n'est pas sortie de ce paradigme post industriel. Au contraire même, la nouvelle concurrence des pays émergents qui occasionne de douloureuses restructurations industrielles et la montée de la sensibilité écologiste ont diffusé le tropisme anti-industrie à l'ensemble de la société française. L'industrie est devenue synonyme de pollution et de chômage. On vante ainsi le développement des emplois de service parce que « non délocalisables »...

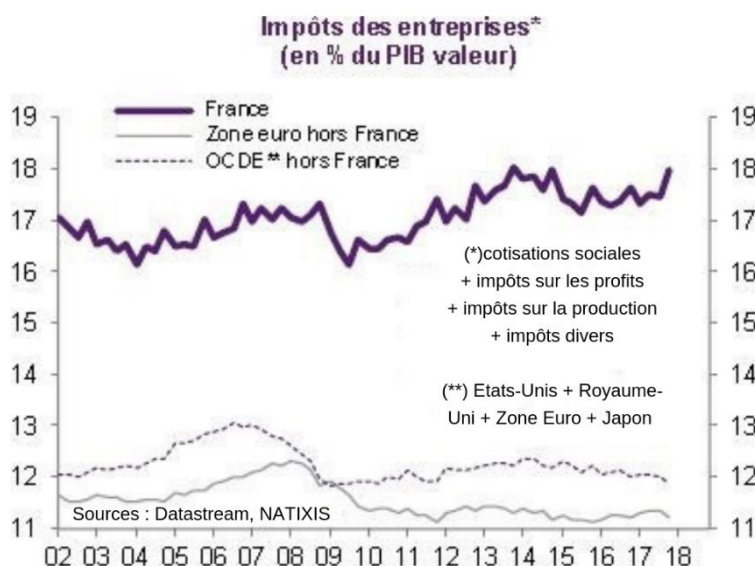
Nos élites ont laissé dépérir voire disparaître les plus beaux fleurons de notre industrie : Pechiney, Usinor, la CGE (avec le concept de l'entreprise sans usine de Serge Tchuruk), puis Alcatel, Alstom, Technip... Un des derniers avatars de cette pensée post-industrielle française s'illustre dans le rapport de la commission pour la libéralisation de la croissance française, dit rapport Attali, qui continue à faire autorité, et qui ne prononce pas une seule fois le mot « industrie » !

En termes de poids de l'industrie dans la valeur ajoutée, la France est le pays qui s'est le plus désindustrialisé en Europe :



La cause ? Depuis 1974, nous avons augmenté de façon continue les prélèvements sur les entreprises dont le poids hypothèque leur compétitivité sur les marchés internationaux.



A l'heure actuelle, elles subissent les prélèvements les plus élevés de l'OCDE avec un surcroît de prélèvements de l'ordre de 6 points de PIB par rapport à la moyenne des entreprises de l'OCDE et de 7 points par rapport aux entreprises de la zone Euro hors France. Cela représente un écart annuel de charges de plus de 140 milliards € à leur détriment.



Cette surtaxation pèse plus particulièrement sur les entreprises industrielles en raison des impôts à la production et du fait que l'industrie bénéficie peu des allègements de charges sur les bas salaires. Elle a poussé nos grandes entreprises à délocaliser leur développement : les 29 entreprises du CAC qui publient la répartition de leur CA entre France et monde en réalisent 76% à l'international (EY).

La comparaison avec l'Allemagne réalisée par Rexecode met ainsi en évidence à l'heure actuelle un surcroît d'impôts à la production de 5,7% de la valeur ajoutée des entreprises manufacturières. Si on y ajoute les cotisations sociales et l'impôt sur les sociétés, l'écart de prélèvements s'élève à 10,7% de la valeur ajoutée. **De ce fait, il n'est le plus souvent ni rentable ni compétitif de produire en France :**

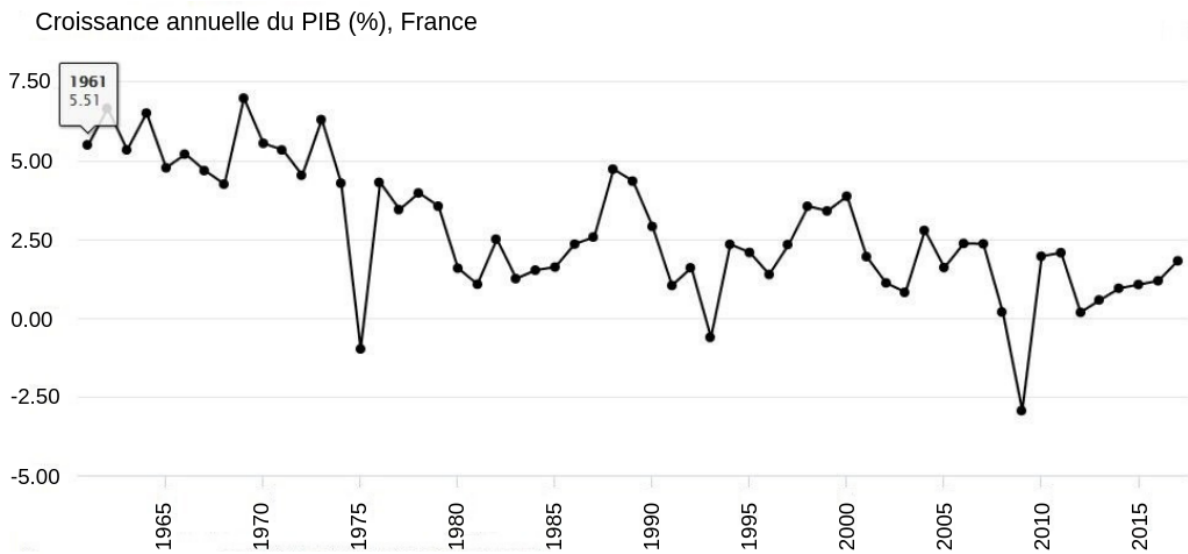
Prélèvements obligatoires sur les entreprises manufacturières (2016)

En % de la valeur ajoutée		
	France	Allemagne
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	14%	9,4%
Impôts de production	9,7%	4,0%
<ul style="list-style-type: none"> • Impôts sur les salaires • Autres impôts sur la production • Impôts sur les produits requalifiés en impôts de prod. • Taxes de prestations reclassées en impôts de production 	1,5% 3,2% 4,1% 0,9%	0,0% 0,5% 2,6% 0,9%
Impôts sur les sociétés	4,2%	3,8%
Total des prélèvements sur la production**	27,9%	17,2%
Valeur ajoutée (en milliards €)*	236,1	666,3

*La VA tient compte de la réintégration de certains impôts sur les produits en impôts sur la production

**Avant imputation des crédits d'impôts

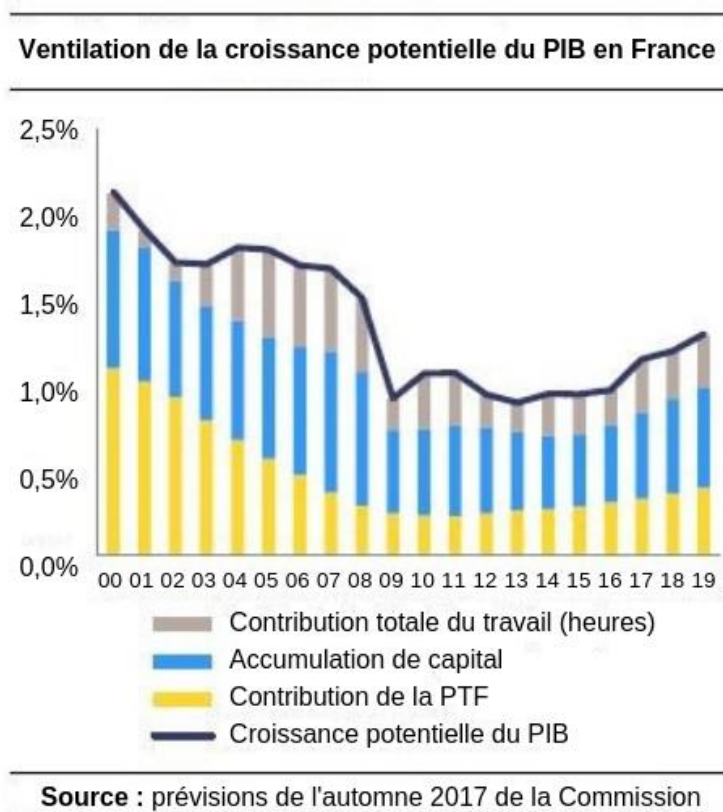
Conséquences de notre désindustrialisation, notre croissance économique n'a cessé de s'étioler :



Perspective monde, date de consultation: 13/03/2019, source: Banque mondiale

Le seul différentiel du poids de l'industrie avec l'Allemagne (22,8% du PIB en Allemagne, 10% en France) nous prive structurellement de 0,35% de croissance chaque année par rapport à l'Allemagne.

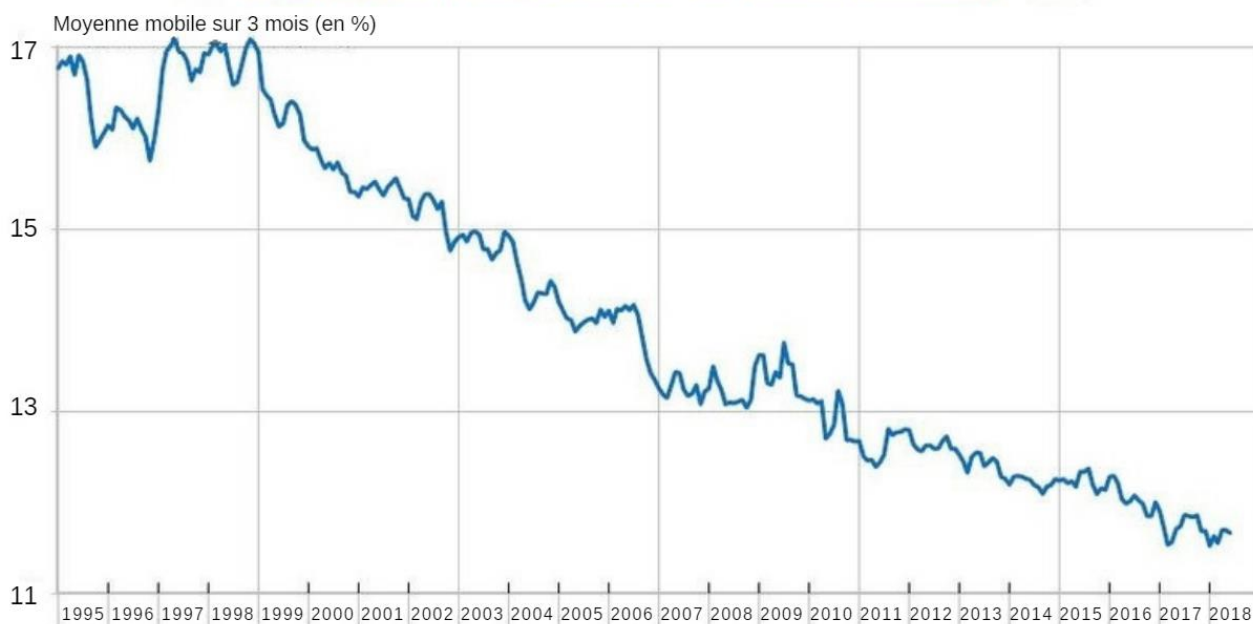
Notre désindustrialisation a considérablement réduit notre croissance potentielle avec une productivité totale des facteurs qui est tombée à 0,4% :



C'est cette faible croissance potentielle qui nous oblige à relancer la demande en permanence par des politiques keynésiennes financées par la dette. Mais faute de capacités de production, toute hausse de la demande profite en premier lieu aux importations : une hausse des revenus de 1 point de PIB ne génère plus qu'une hausse du PIB de 0,38%.

Notre déficit commercial est en effet devenu structurel et nos pertes de part de marché nous empêchent de profiter de la croissance du monde. Année après année, le commerce extérieur a un impact négatif sur la croissance du PIB :

Part des exportations françaises de marchandises
dans les exportations de marchandises des pays
de la zone euro (toutes destinations d'exportation confondues)



Sources : Douanes nationales

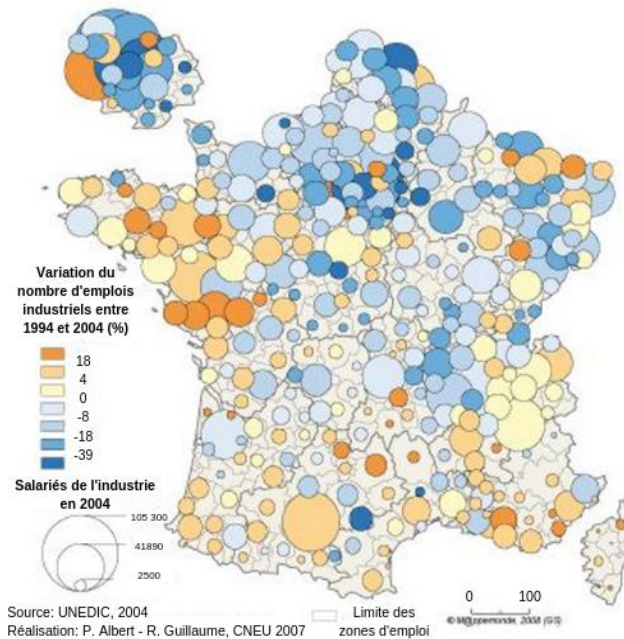
Si le Ministre de l'économie Bruno Lemaire a pris conscience de la nécessité de baisser les impôts à la production pour relancer notre industrie, tel ne semble pas le cas du Premier ministre qui renvoie la mesure au moment où « *on aura retrouvé des marges de manœuvre budgétaire* ».

Cette attitude montre que le rôle moteur de l'industrie pour l'économie n'est pas compris, la baisse des impôts à la production étant appréhendée comme une revendication corporatiste parmi d'autres. Au contraire même, on revoit le CICE pour concentrer les baisses de charges sociales sur les seuls bas salaires (ce qui exclut grandement l'industrie de son bénéfice), pour maximiser la création d'emplois.

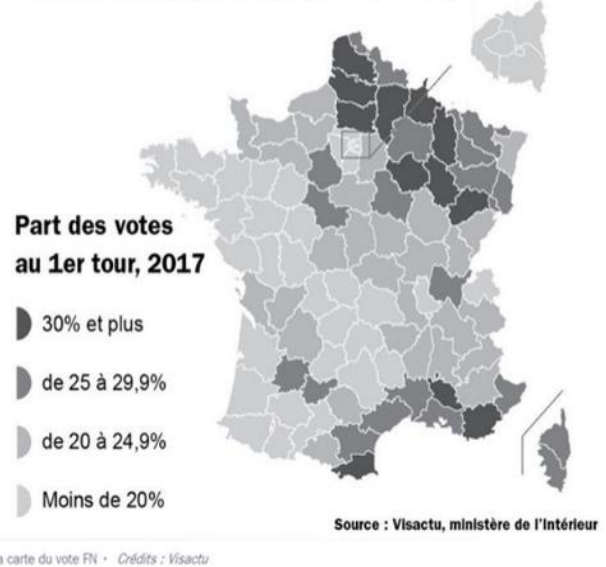
Pourtant, le seul retour à l'équilibre de notre commerce extérieur que permettrait la relance de notre industrie représente 620 000 emplois...

Cette incompréhension est générale dans le monde politique puisque, par exemple, SAFRAN peine à implanter deux nouvelles usines en France du fait des réglementations et du peu d'enthousiasme des collectivités concernées.

Pourtant, notre désindustrialisation est en passe de bouleverser les équilibres politiques. 70% des usines étant implantées à proximité de villes petites et moyennes, elle a laissé de vastes portions du territoire en déshérence :

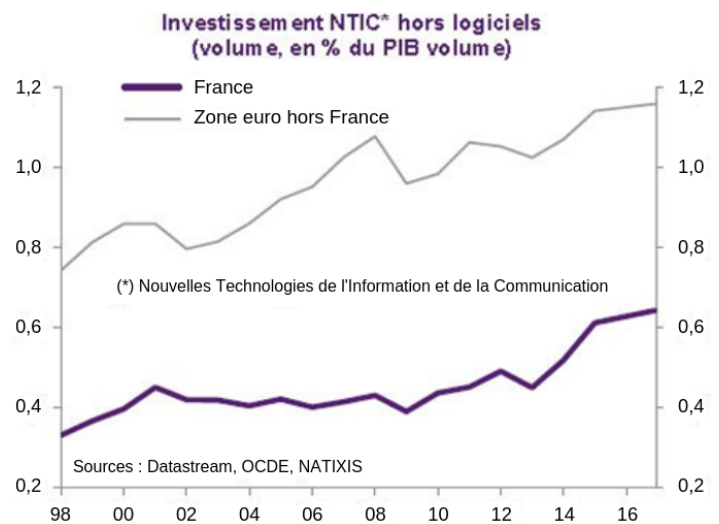
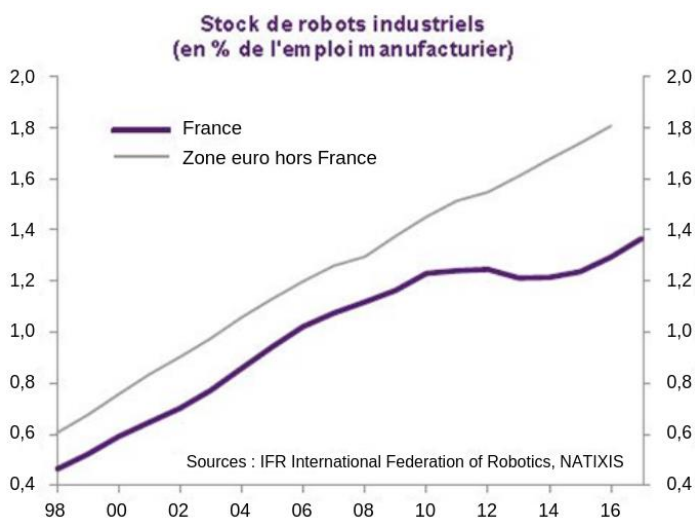


La France de Marine Le Pen



Plus grave encore, faute de marge mais aussi faute de compétitivité (pourquoi investir en France alors que ce n'est pas rentable ?), l'économie française est en train de manquer la nouvelle révolution industrielle (robotisation, numérisation des process, impression 3D, internet des objets, ...), ce qui risque de la reléguer dans les pays de seconde zone.

La France se modernise beaucoup moins que les autres pays européens :



Sur le plan politique, la désindustrialisation nous enferme dans un cercle vicieux : la perte de ses emplois bien rémunérés, le faible taux d'activité accroissent les inégalités de revenu avant distribution :

France : indice de Gini - Inégalités de revenu, avant et après redistribution (échelle de 0 à 1)

Année	Avant redistribution	Après redistribution
1998	0,482	0,276
1999	0,486	0,284
2000	0,490	0,287
2001	0,489	0,287
2002	0,488	0,284
2003	0,487	0,282
2004	0,486	0,283
2005	0,485	0,288
2006	0,484	0,293
2007	0,484	0,292
2008	0,483	0,293
2009	0,493	0,293
2010	0,505	0,303
2011	0,512	0,309
2012	0,515	0,305
2013	0,501	0,291
2014	0,510	0,293
2015	0,516	0,295
2016	0,516	0,291

Sources : OCDE, Eurostat, NATIXIS

Cela nous oblige à accroître nos politiques redistributives pour les corriger et ce faisant, à accroître la pression fiscale pour les financer, ce qui dégrade encore davantage notre compétitivité. Cela pousse également la population aux aspirations les plus dangereuses pour l'économie du pays : protectionnisme, aides, hausses du pouvoir d'achat déconnectées de l'activité économique.

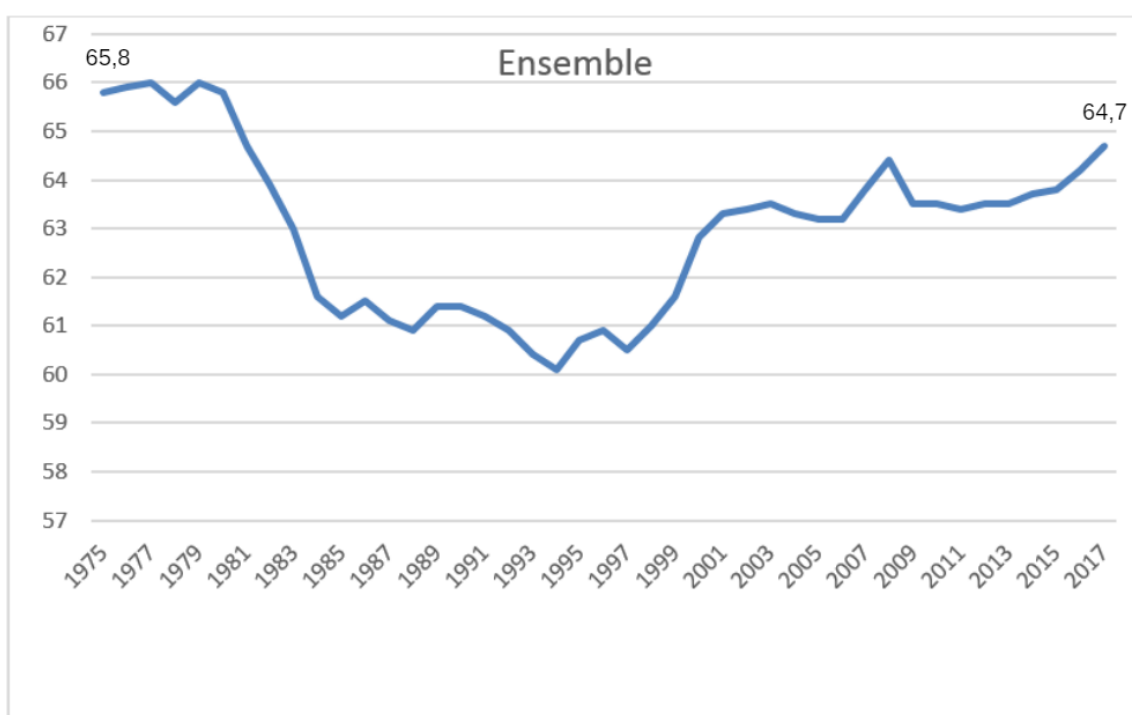
II. L'abandon du travail

Si l'on se réfère aux constats d'Hermann Kahn faits en 1973 sur la place du travail dans la société française, les Français étaient alors les Coréens de l'Europe : « *un autre point remarquable est que les Français travaillent plus longtemps. Les Français travaillent autant d'heures que les Anglais (44,8 heures par semaine en 1970 pour l'ouvrier moyen des industries manufacturières) et une heure de plus que les Allemands. Les vacances sont aussi plus longues en France, mais le nombre de jours d'absence en dehors des vacances est beaucoup plus faible (8 jours d'absentéisme en France contre une moyenne de 11 en Allemagne et de 17 en Grande-Bretagne et en Italie)* ». « *Les heures supplémentaires en France sont aussi très nombreuses : une moyenne de quatre heures par semaine dans les industries manufacturières* ».

L'évolution avec la situation actuelle est considérable !

A partir de 1981, les gouvernements socialistes adoptent toute une série de mesures visant à lutter contre le chômage par une baisse de l'offre de travail : passage de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans à partir du 1^{er} avril 1983, préretraites, indemnisation du chômage, réduction du temps de travail de 40 à 39 heures en 1982. Le passage de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans fait reculer fortement le taux d'emploi (la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler) alors qu'il avait culminé à 66% en 1979, soit une baisse de 10% de l'offre de travail, il reflue régulièrement jusqu'à un point bas de 60,1% en 1994, le recul de l'emploi des 60-64 ans en étant la cause première en refluant de 35% en 1980 à 19% en 1989 :

Evolution du taux d'emploi des 15-64 ans en France :

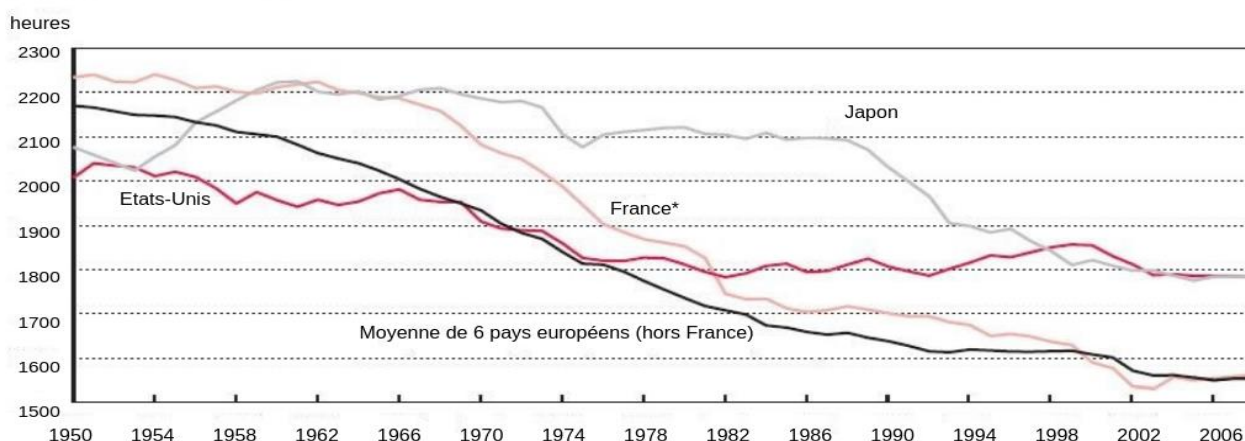


Source Insee

Le taux d'emploi remonte actuellement grâce au relèvement de l'âge légal de la retraite à 62 ans décidé en 2010.

Le recul du temps de travail sur une vie s'accompagne d'un reflux très important de la durée annuelle du travail salarié. De 1900 heures au début des années 70, elle chute continuellement pour se stabiliser à 1400 heures au début des années 2000, soit une baisse de 25%. Cette baisse s'explique en grande partie par les réductions collectives du temps de travail, 4^{ème} semaine de congés payés en 1969, 5^{ème} semaine en 1982, passage aux 35 heures en 1998 qui fait passer la durée française sous la moyenne européenne.

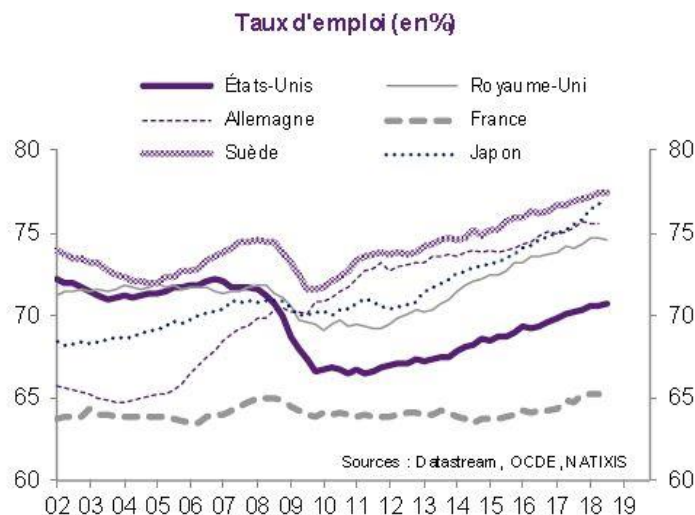
Les durées annuelles de travail



Source Insee

Cette évolution reflète aussi bien une chute de la valeur travail, que des politiques économiques de lutte contre le chômage axées sur le partage du travail. Cela part de l'idée que le nombre d'emplois dans une économie est fixe. Or la création d'emplois par le partage n'a aucun fondement économique théorique ou empirique. Au contraire, ses effets pervers peuvent être majeurs pour la compétitivité de l'économie s'ils ne s'accompagnent pas d'une baisse des salaires en proportion.

A l'heure actuelle, le taux d'emploi français est un des plus faibles de l'OCDE :

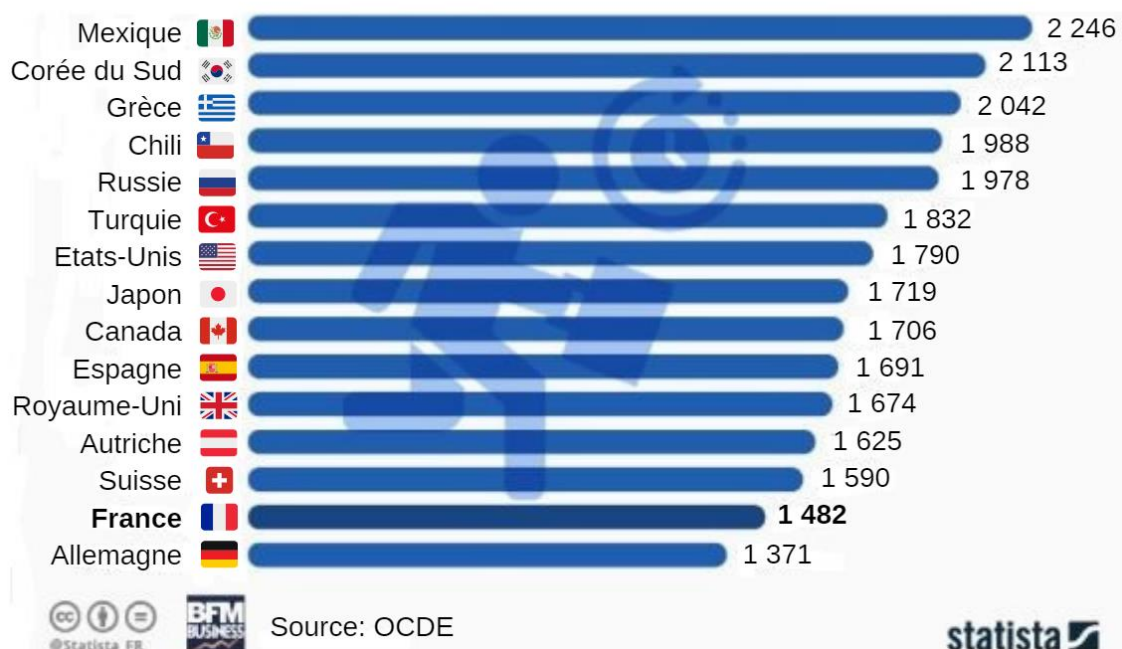


Sources : Datastream, OCDE, NATIXIS

La durée du travail figure également parmi les plus faibles. La France devance légèrement l'Allemagne mais parce que ce pays a adopté l'utilisation des emplois partiels pour les chômeurs en reprise d'emploi et les nouveaux entrants sur le marché du travail. La moindre durée du travail allemande est plus que compensée par un taux d'emploi supérieur de 10 points :

Les pays où l'on travaille le plus

Nombre moyen d'heures travaillées par salarié dans une sélection de pays en 2015



La conjugaison d'un faible taux d'emploi et d'une durée de travail réduite font de la France le pays où globalement on travaille le moins dans le monde :

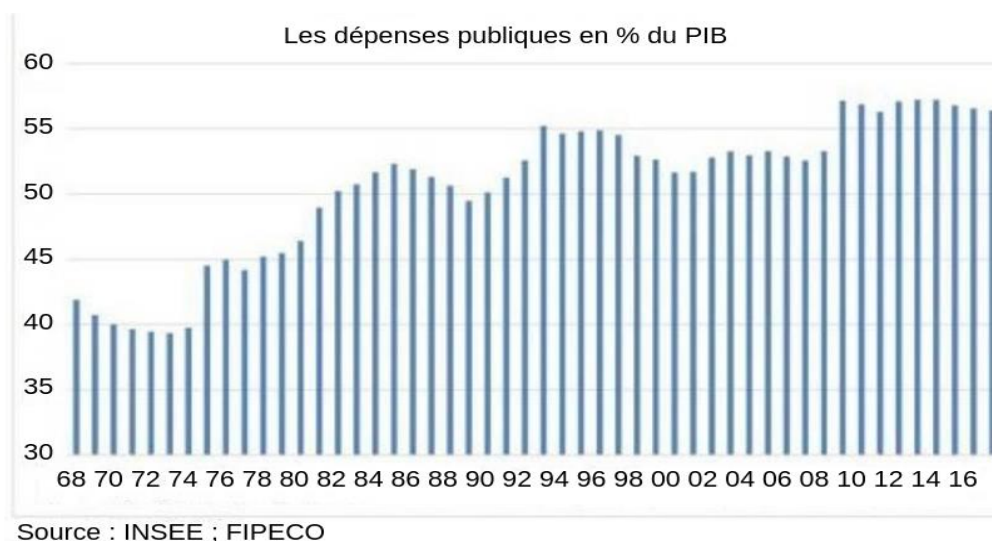
Nombre d'heures travaillées par habitant et par an :

Corée	1048
Etats-Unis	830
Portugal	805
Royaume-Uni	749
Allemagne	729
France	635

Source OCDE

Cet indicateur qui donne le nombre d'heures travaillées par le nombre d'habitants est grossier car il ne tient pas compte des compositions différentes des populations, mais il synthétise remarquablement la situation des différents pays. Entre la France particulièrement travailleuse de 1970 et le record actuel de la plus faible quantité de travail par habitant, que de chemin parcouru !

Cette baisse de l'offre de travail français a eu un effet macroéconomique majeur avec le formidable accroissement des dépenses publiques, passées de moins de 40% du PIB en 1974 à 55% en 1993 : soit une hausse de 37.5% !

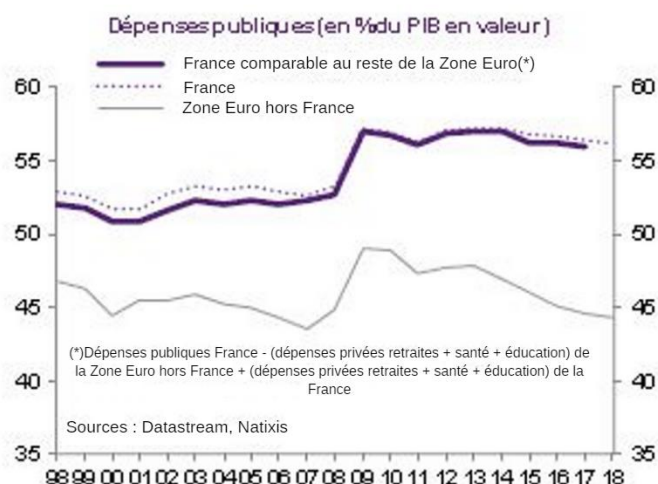
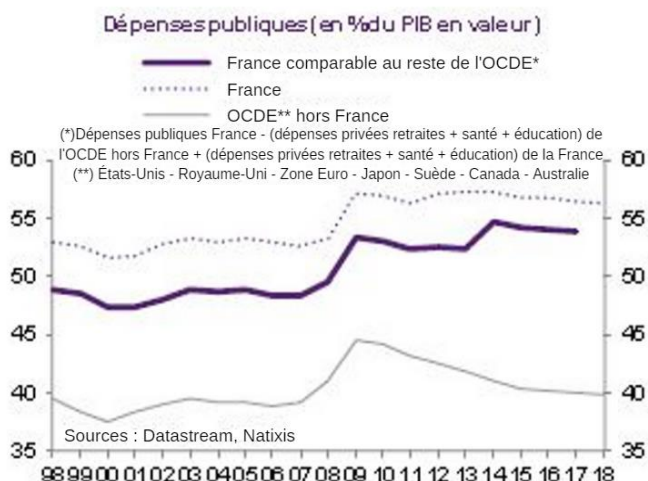


Les ¾ de cette hausse découlent de l'essor des dépenses de transferts sociaux destinées à financer une inactivité croissante (retraite, chômage, prestations sociales).

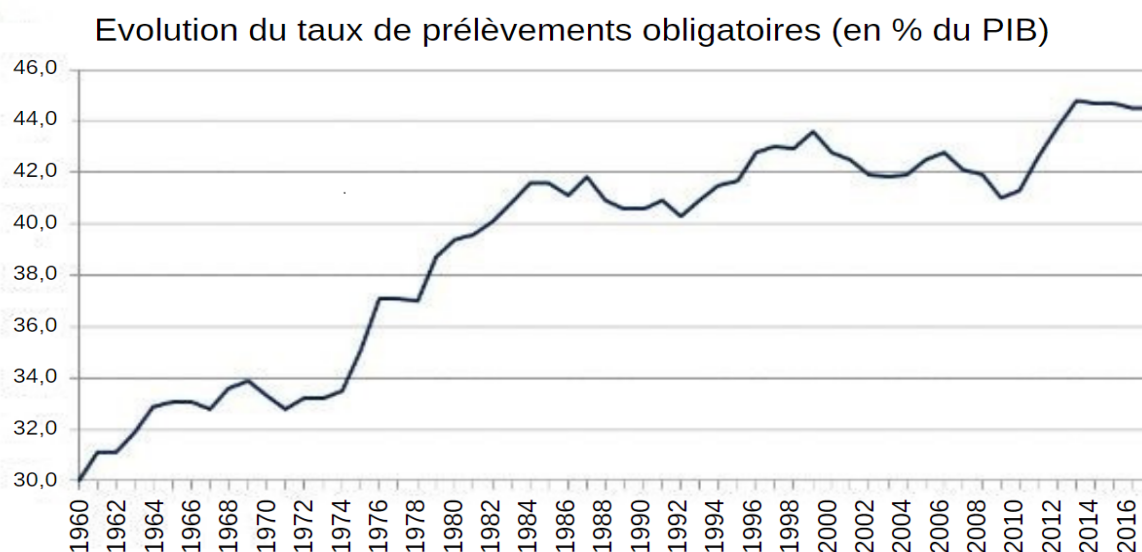
Cette dérive de la dépense publique est propre à la France.

Les dépenses publiques françaises sont très largement au-dessus de la moyenne européenne et de la moyenne de l'OCDE. On argue souvent que cet écart s'explique par le fait que certaines dépenses sont des dépenses publiques en France alors qu'elles sont des dépenses privées dans d'autres pays, par exemple en ce qui concerne les retraites, la santé, l'éducation...

Les évaluations réalisées par Natixis montrent que, quand on corrige les dépenses publiques de la France de l'écart avec les autres pays en ce qui concerne les dépenses privées de retraite, de santé et d'éducation, l'écart de dépenses publiques entre la France et les autres pays reste considérable. **Il s'élève en 2017 à 10,7 points de PIB avec les pays de la zone Euro hors France, et à 13,3 points de PIB avec les autres pays de l'OCDE :**



Le financement de la dépense publique a nécessité une forte hausse des prélèvements obligatoires qui sont passés de 30% du PIB en 1960, 33,7% en 1974 à 45% actuellement, complétée par une hausse de l'endettement :



Source : INSEE

En effet, moins de travail, c'est moins de production et donc moins de recettes fiscales et sociales. Il faut donc augmenter la pression fiscale en multipliant les taxes et en augmentant leurs taux.

Comme nous l'avons vu précédemment, cette hausse des prélèvements a d'abord incombé aux entreprises en particulier industrielles via la hausse des impôts à la production amorçant ainsi un cercle vicieux : plus de prélèvements (7 points de PIB de plus que les entreprises de la zone euro hors France), moins d'emplois, plus de prestations sociales en compensation.

Cela transforme en profondeur la société et l'économie avec la part croissante des prestations sociales dans le revenu des ménages qui déconnecte le revenu du travail et réduit l'incitation à l'activité :

Revenu des ménages							
Année	1960	1970	1980	1990	2000	2006	2016
Salaire net et cotisations sociales	46,8%	50%	52%	46,1%	50,4%	48,6%	54%
Prestations sociales	16,2%	20,0%	25,0%	28,3%	29,6%	29,9%	35%
Rapport prestations sociales/salaire net	35%	40%	48%	61%	59%	62%	66%

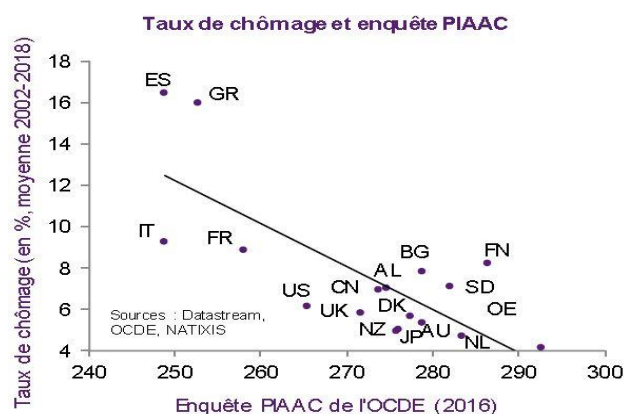
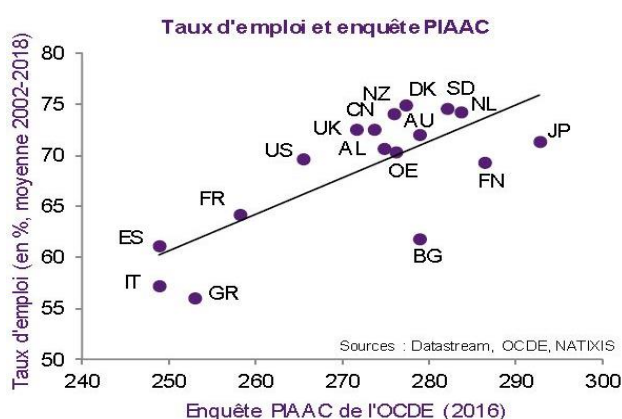
Source INSEE

Alors que l'économie française souffre d'un taux d'emploi faible, comment inciter au travail dans un contexte où les prestations sociales représentent globalement 66% des salaires nets versés ?

III. L'abandon de l'élitisme républicain dans l'éducation

L'éducation a toujours eu un impact déterminant dans l'économie. C'est encore plus vrai maintenant avec la révolution technologique qui crée de nouveaux produits et de nouveaux services toujours plus personnalisés avec des processus de production de plus en plus flexibles et automatisés.

Les études économiques mettent en évidence un lien fort entre, d'une part les compétences de la population mesurées par l'enquête PIAAC de l'OCDE, et d'autre part le taux d'emploi ainsi que le taux de chômage :



Moins la population est compétente, plus le chômage est élevé et le taux d'emploi faible. La France se situe dans une mauvaise position du fait des faibles compétences de sa population adulte (21^{ème} rang de l'OCDE) :

Enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (2016)

Rang	Pays	Score	Rang	Pays	Score
1	Japon	292,8	15	Canada	273,7
2	Finlande	286,4	16	Corée	273,0
3	Pays-Bas	283,6	17	Royaume-Uni	271,6
4	Suède	282,0	18	Pologne	267,2
5	Norvège	281,1	19	Irlande	266,3
6	Australie	278,9	20	Etats-Unis	265,4
7	Flandre (Belgique)	278,9	21	France	258,2
8	République Tchèque	277,6	22	Slovénie	257,0
9	Danemark	277,4	23	Israël	253,1
10	Slovaquie	276,9	24	Grèce	252,9
11	Autriche	276,2	25	Italie	248,8
12	Nouvelle-Zélande	275,9	26	Espagne	248,8
13	Estonie	275,5	27	Turquie	223,0
14	Allemagne	274,7	28	Chili	213,1

Sources : OCDE, NATIXIS

Ces compétences insuffisantes de la population constituent un frein pour la croissance, l'emploi, l'adoption des nouvelles technologies de production. Deux chiffres la résument :

- 50% des entreprises sont confrontées à des difficultés de recrutement ;
- 46% d'augmentation de travailleurs détachés en France entre 2016 et 2017.

Cette faiblesse des compétences des adultes français pose en amont la question de la qualité de l'éducation des jeunes, qui a été fortement dégradée par sa politisation au début des années 1970. On a abandonné l'élitisme républicain de Condorcet qui avait donné pour mission à l'instruction publique de diffuser le plus largement possible un « savoir élémentaire », censé assurer l'autonomie de chacun, grâce à la maîtrise de bases de l'écriture, de la lecture et du calcul. A l'origine, en particulier, deux ouvrages de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, « *Les Héritiers, les étudiants et la culture* » (1964) et « *La Reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement* » (1970) qui prétendent que l'école ne fait, en réalité, que contribuer à la reproduction des inégalités sociales existantes.

L'école serait donc un instrument caché de domination des classes populaires par les classes supérieures. Il en résulte des politiques éducatives qui prônent la réduction de la distance entre la culture scolaire et la culture du milieu d'appartenance pour échapper à cette domination. Pour limiter la transmission des savoirs qui avantagerait les familles aisées, la réforme Jospin de 1989 place l'élève « *au centre du système éducatif* » sommé d'y « *acquérir un savoir et de construire sa personnalité par sa propre activité* », dans le cadre d'une « *socialisation* » qui « *est un objectif prioritaire de l'école obligatoire* ».

La politisation des questions pédagogiques a empêché toute approche rationnelle de cet enjeu fondamental, en particulier pour la question de l'apprentissage de la lecture : la méthode syllabique est accusée de conservatisme, de méthode « *de droite* », et est opposée au globalisme réputé « *de gauche* », paralysant les réflexions et les évaluations sur l'efficacité des méthodes.

Ce n'est qu'en 2013 que l'université de Versailles (Jérôme Deauvieu : « *lecture au CP : un effet manuel considérable* ») a publié la première évaluation des méthodes d'apprentissage de la lecture. Elle est réalisée auprès d'élèves de milieux populaires dans les anciennes ZEP, là où l'échec scolaire est le plus élevé.

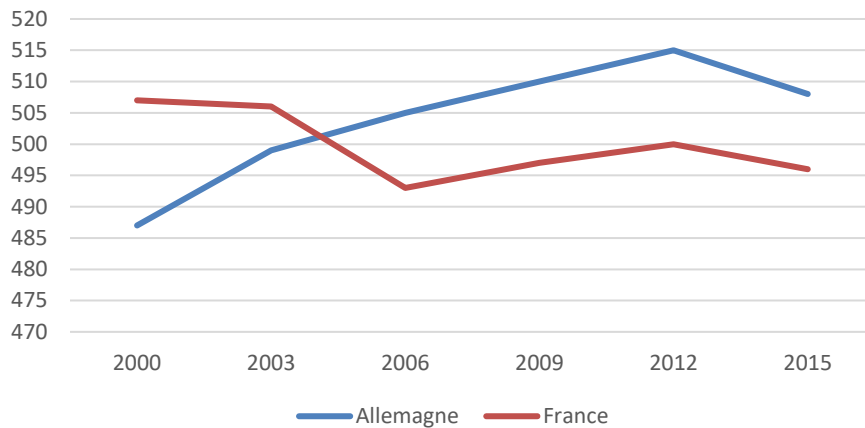
Nous citons les conclusions de l'étude : « *Le résultat le plus spectaculaire et le plus inédit de cette enquête est la mise en évidence de ce qu'on pourrait appeler « l'effet-manuel ». Les élèves qui ont travaillé avec le manuel Syllabique-2 réalisent un score moyen supérieur de près de 19 points sur 100 à celui qui est obtenu par les enquêtés qui ont utilisé le manuel Mixte-1 (après neutralisation des effets sociaux et familiaux). La contribution du manuel utilisé à la formation de la maîtrise de la langue écrite s'avère ainsi au moins aussi importante que l'impact du niveau de diplôme des parents (19 points contre 17 »).*

La méthode globale aura eu des effets délétères sur l'apprentissage de la lecture des jeunes Français.

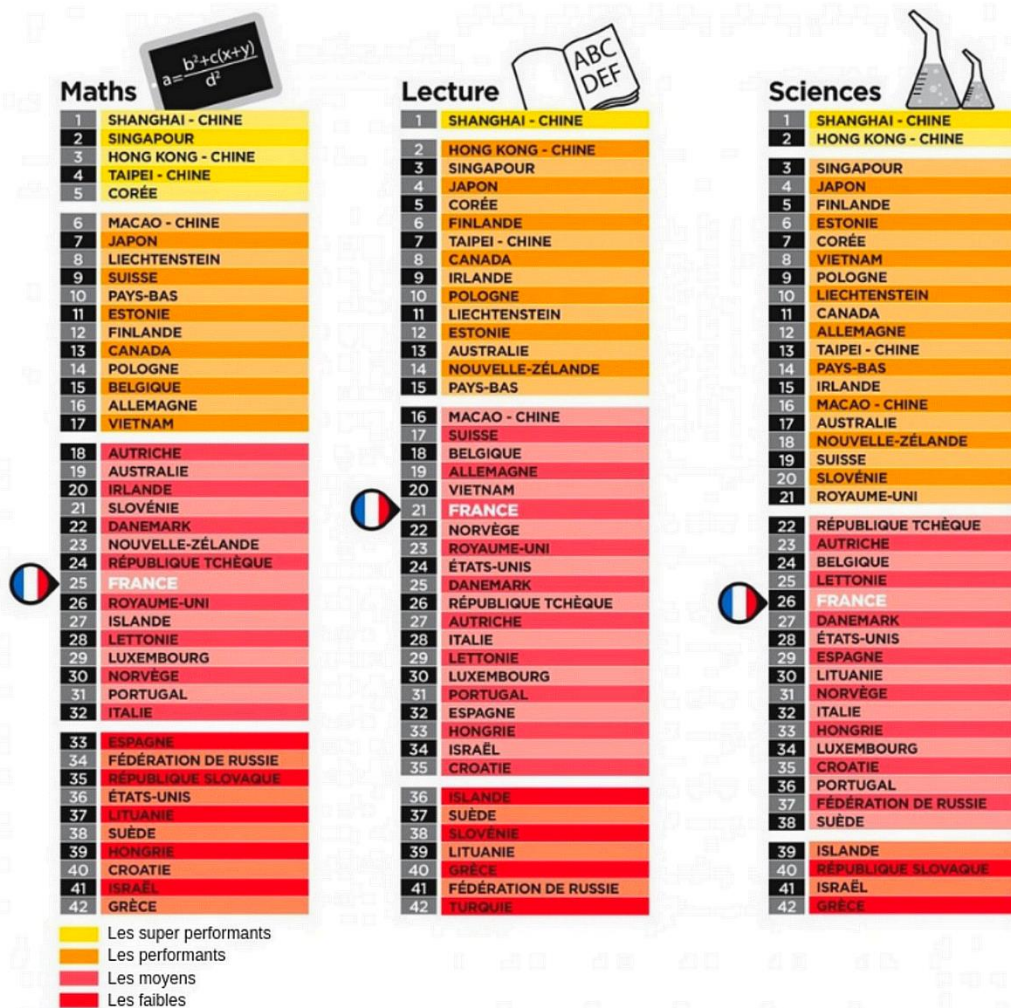
Avec l'accroissement des difficultés de lecture, les enseignants doivent gérer des classes toujours plus hétérogènes entre les élèves qui maîtrisent bien la lecture et ceux qui ne la maîtrisent pas. En début d'année, on essaie d'opérer un rattrapage pour les élèves en difficulté mais ce faisant, on pénalise la progression des autres...

Pour pallier ces difficultés, on met en avant l'oral et on allège les programmes si bien que le niveau de nos élèves mesuré par l'enquête PISA de l'OCDE menée auprès des élèves de 15 ans a baissé, contrairement à l'Allemagne qui a réformé en profondeur son système éducatif au vu des résultats de la première enquête de 2000 :

Enquête PISA de l'OCDE (score global)



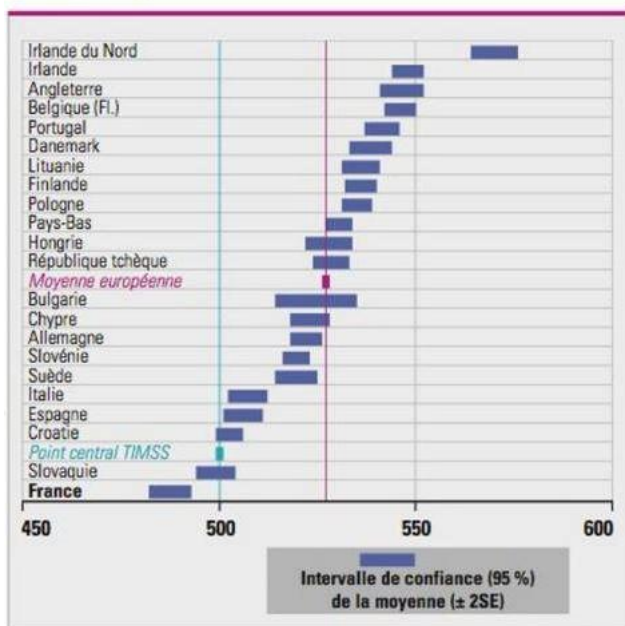
Globalement, la France se situe en dessous de la moyenne des pays enquêtés :



De manière paradoxale, la volonté de démocratiser l'éducation en rompant avec une transmission de la culture jugée élitiste a abouti à l'inverse des objectifs recherchés : la France est la championne des inégalités sociales à l'école. C'est en effet en France que le niveau social explique le plus le niveau scolaire selon l'OCDE. C'est aussi en France que l'écart de niveau en sciences entre riches et pauvres est le plus élevé : 118 points contre 88 en moyenne dans l'OCDE.

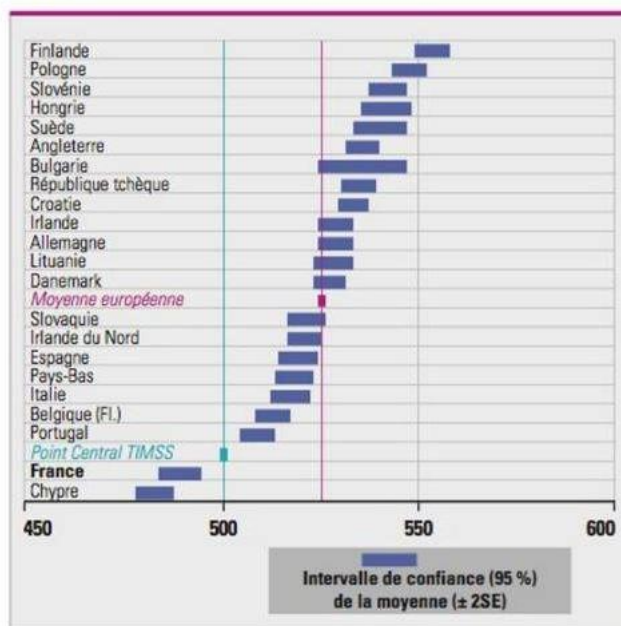
Dans le domaine des mathématiques et des sciences, l'avenir s'avère tragique au vu des résultats de l'enquête TIMSS 2015 qui évalue les compétences des élèves de CM1 :

2 – Répartition des performances des pays de l'Union européenne en mathématiques



Sources : IEA / MENESR-DEPP.

3 – Répartition des performances des pays de l'Union européenne en sciences



Sources : IEA / MENESR-DEPP.

La France est dernière en Mathématiques et avant dernière en Sciences !

Cette situation qui traduit une pénurie de compétences au cœur même du monde enseignant entraîne une fréquentation très insuffisante des filières scientifiques qui jouent un rôle clé dans la révolution technologique. Si l'on compare la répartition des étudiants dans les formations entre la France et l'Allemagne, on mesure l'insuffisance du nombre de diplômés dans les matières scientifiques en France, alors que ces métiers sont au cœur de l'actuelle révolution de l'économie par les technologies :

Répartition des étudiants selon la formation (en %, année universitaire 2017-2018)

Disciplines	France	Allemagne
Droit, économie et sciences sociales	46,6	36,9
Lettres et arts	13,4	15,5
Sciences	21,4	40,5
Sports	3,6	1,0
Santé	15,0	6,2
Total	100	100

Sources : MESRI-SIES, FSO, Destatis, Natixis

Ces choix se traduisent par ailleurs par un taux de déclassement mesuré par le CEREQ en croissance constante pour l'ensemble des disciplines, hormis pour les écoles d'ingénieurs et les filières scientifiques :

France : évolution du déclassement à l'emploi à 5 ans selon le niveau de formation (en %)

Génération sortie en...	1992	1998	2004	2010
Ensemble de la génération	11,1	9,7	14,3	16,7
Ensemble des diplômés de l'enseignement supérieur	20,0	15,7	25,1	28,0
Bac +2	21,2	13,5	27,4	31,3
Licence	29,8	40,2	43,9	49,7
Maîtrise / M1	24,4	18,8	25,4	29,0
Ecoles ingénieurs / commerce	12,4	3,3	12,4	10,9
3e cycle, doctorat	16,3	10,8	13,7	18,0

Sources : Céreq, enquêtes comparables Génération 1992, 1998, 2004 et 2010, interrogations à 5 ans, Natixis

Lecture : dans la génération 1992, après 5 ans de vie active 16,3% des titulaires d'un diplôme de troisième cycle universitaire étaient déclassés.

D'un côté, notre économie souffre d'une pénurie de compétences mathématiques et scientifiques, de l'autre côté, elle n'est pas en mesure de procurer à l'ensemble des étudiants du supérieur dans les filières autres que scientifiques des postes répondant à leurs aspirations. On peut du reste craindre que le taux de déclassement des maîtrises s'aligne progressivement sur celui des licences engendrant une grande frustration chez les jeunes, déstabilisante pour la société.

IV. Après l'Euro, le renoncement à la discipline économique et financière

Les gouvernements français ont milité pour l'adoption du Traité de Maastricht pour relancer la construction européenne et pour échapper à l'étroite surveillance des marchés financiers qui sanctionnaient les déficits publics par une hausse des taux d'emprunt et les déficits commerciaux par une spéculation à la baisse du Franc.

Au milieu des années 1980, les politiques du « Franc fort » et de la « désinflation compétitive » deviennent l'axe central de la politique économique. On vise à égaler la « vertu économique » allemande, l'adoption de l'Euro couronnant cette politique.

Pourtant, tout se passe comme si cet effort de convergence économique avec l'Allemagne avait épuisé le pays.

Il est vrai que la France a payé le prix fort une erreur historique, le refus d'un franc pivot en 1991-1992. En 1990-1991, l'Italie avait besoin de dévaluer sa monnaie pour améliorer sa compétitivité tandis que celle de la France était plutôt bonne après sept ans de « désinflation compétitive » résultant de la politique de contrôle de l'inflation mise en place après la troisième dévaluation du franc de l'ère Mitterrand en mars 1983. La proposition allemande, faite à trois reprises, dont une quasi-officielle au printemps 1991 par Karl-Otto Pöhl qui était président de la Bundesbank, consistait à prendre le franc pour pivot et à dévaluer la lire d'environ 7% et de réévaluer le mark du même montant par rapport au franc¹.

C'était une aubaine fabuleuse pour la France d'apparaître comme un pilier du système monétaire européen même si les marchés financiers auraient interprété cette opération comme une double dévaluation par rapport au mark. Malheureusement, cette proposition allemande fut déclinée par la France car nous étions dans un moment d'affirmation de la politique dite du « franc fort » en 1990-1991, c'est-à-dire un de ces moments, qui reviennent régulièrement dans nos politiques monétaires ou militaires, où de bonnes politiques mutent en carcan idéologique par rigidité mentale. La bonne politique de désinflation compétitive de 1983-1990, consistant à avoir une inflation plus faible que celle de la moyenne de la zone écu, se transformait en dogme du « franc fort » par rigidité intellectuelle en 1991-1992.

Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances de mai 1988 à avril 1992, avait associé son nom au « franc fort » avec l'appui de Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor de 1987 à 1993. Le meilleur argument de Bérégovoy pour devenir Premier ministre (qu'il sera d'avril 1992 à mars 1993) était de maintenir l'apparence d'une monnaie solide, ce qui interdisait une dévaluation même réduite. Une décision rigide qui devait entraîner un affaiblissement de l'économie réelle.

¹ Si le franc est à 100, le mark à 107 et la lire à 93, la lire baisse de 13% par rapport au mark.

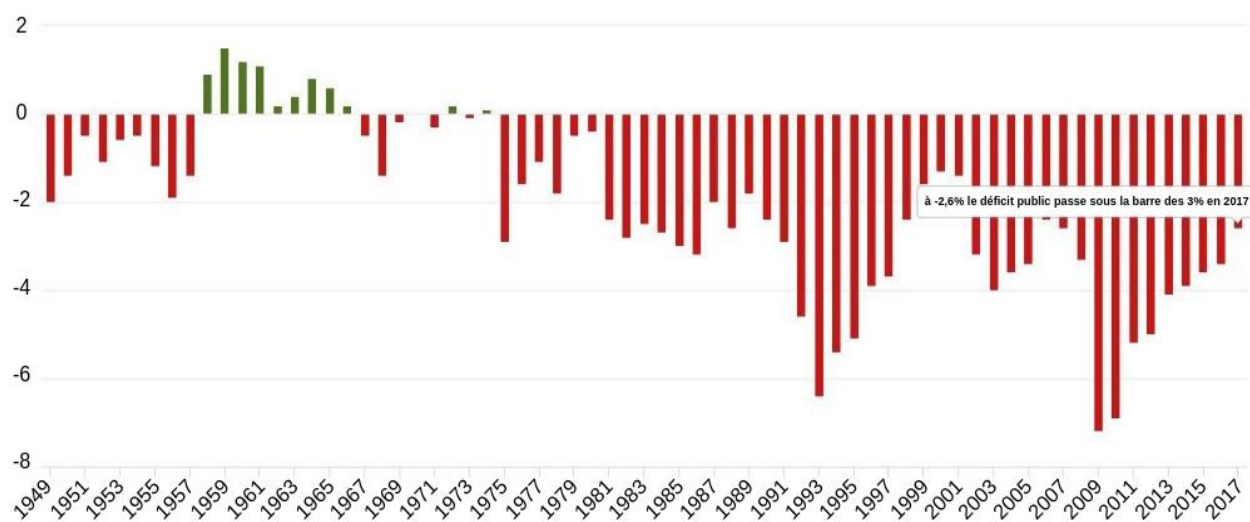
Les conséquences du refus français de la proposition allemande furent tragiques.

D'abord, l'Allemagne dut se résoudre à une politique de déflation en montant fortement ses taux d'intérêt en 1991-1992 afin de réduire la demande au niveau de l'offre disponible insuffisante pour faire face aux besoins de la réunification, cette hausse des taux se répercutant sur le marché du crédit en France. Ensuite, l'Italie se retrouva en difficulté économique en 1992. En effet, le Traité de Maastricht, négocié en décembre 1991, devait être ratifié en 1992 et, pour déstabiliser la droite qui était divisée sur la question européenne, Mitterrand choisit de faire voter la ratification par référendum en septembre 1992. Mais la perspective d'un échec éventuel de cette ratification à l'été 1992, accréditée par les sondages, commença à provoquer de telles tensions que le 16 septembre 1992 la livre sterling dut quitter en catastrophe le Système monétaire européen (SME), entraînant la lire, alors même que la France poursuivait sa politique de « franc fort » qui devint, à ce moment-là, suicidaire. Il fallut soutenir la parité franc-mark avec des taux d'intérêt réels de l'ordre de 8% de l'automne 1992 jusqu'à l'été 1993 lorsque les parités de fluctuation du mécanisme de change du SME furent élargies, ce qui eut pour effet de calmer la spéculation. Mais les taux d'intérêt restèrent élevés. La violente récession de 1993 entraîna une véritable vague de désindustrialisation de la France avec la destruction de 800 000 emplois.

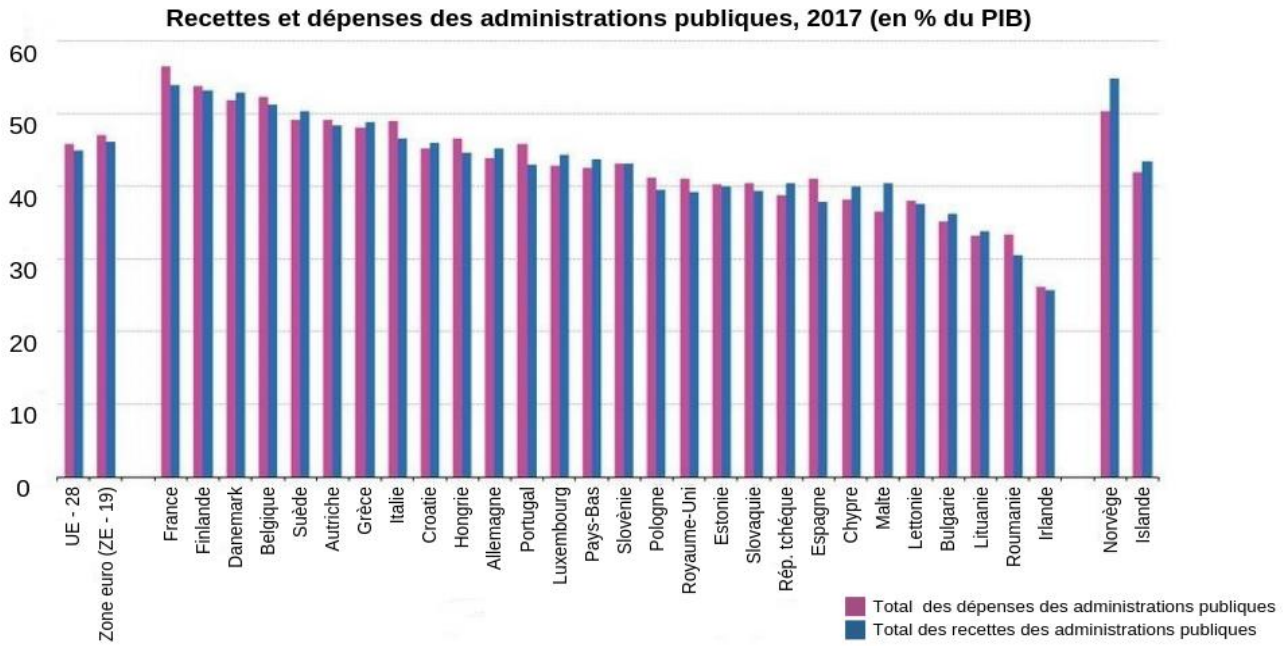
Le paradoxe est qu'à ce dogme de la discipline économique et financière ait succédé un grand relâchement dans la gouvernance des finances publiques et de l'économie. L'Euro semble vécu par nos gouvernements comme un aboutissement et non pas comme un commencement. Sa création s'est accompagnée paradoxalement d'un renoncement à tous les efforts qui ont permis de le construire :

- Dès 2002, notre déficit public monte à 3% et il ne sera inférieur au critère maastrichtien que 5 années depuis 2000 :

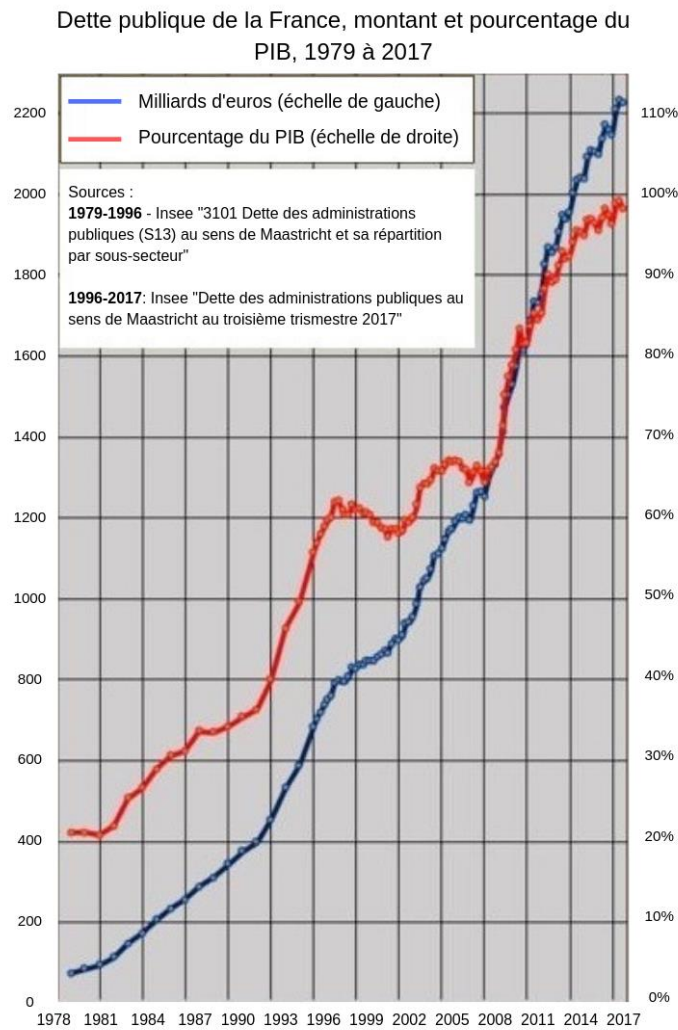
Déficit public en % du produit intérieur brut



- Nous avons le déficit public le plus élevé de l'Union européenne depuis 2017 :

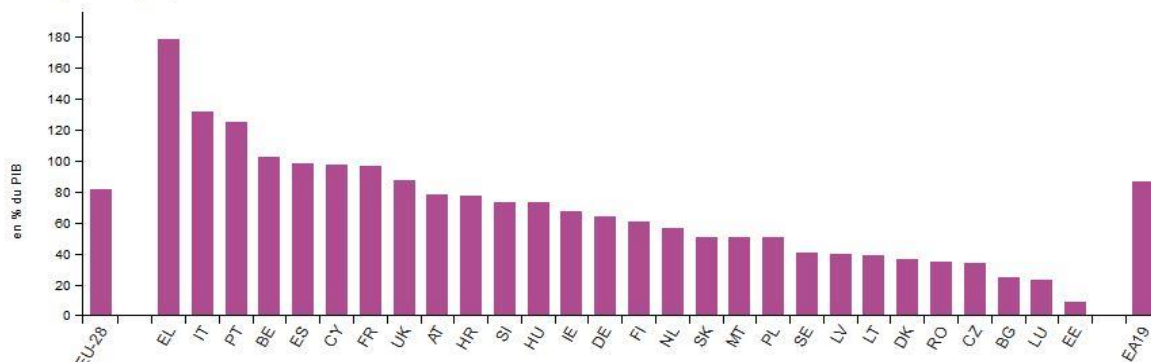


- La dette rebondit dès le cap de l'adoption de l'euro passé et s'envole à partir de la crise de 2008 :



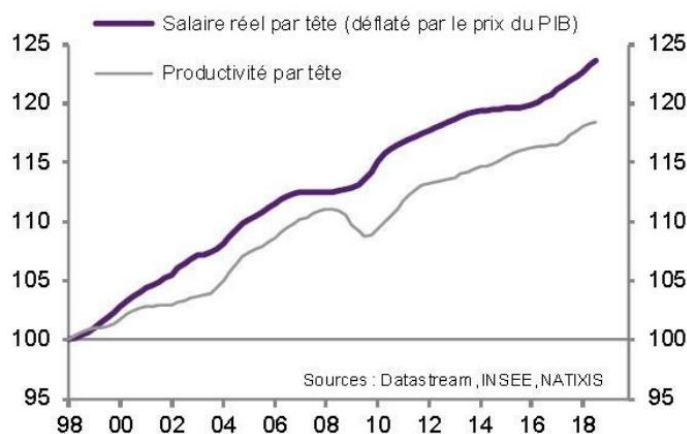
- Nous avons désormais le 7^{ième} niveau de dette publique de la zone Euro :

Dette publique, 2017



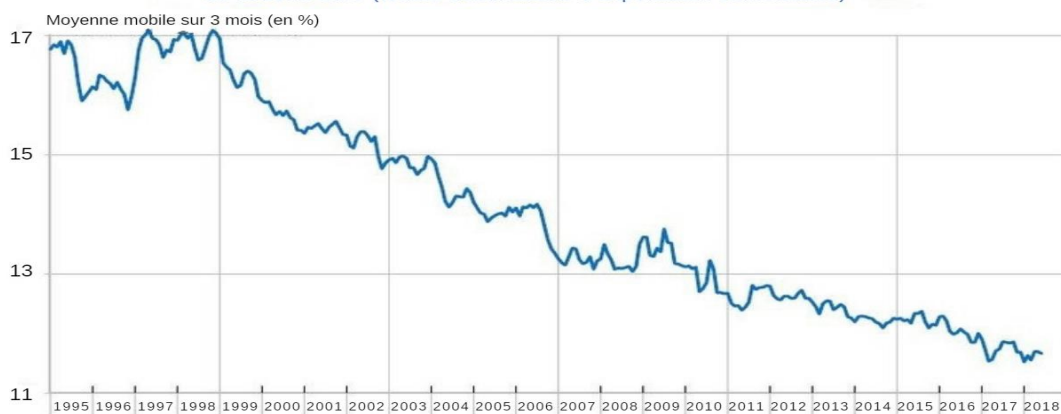
- La compétitivité de notre industrie se dégrade fortement après 2000 sous l'influence des prélèvements qui la frappent, la mise en place des 35 heures, l'influence du renoncement à la discipline salariale : les salaires réels augmentent davantage que la productivité depuis 2000.

France : salaire réel et productivité par tête (100 en 1998)



- Notre déficit commercial devient largement structurel après 2000. Nos pertes de parts de marché nous empêchent de profiter de la croissance du monde. Année après année, le commerce extérieur a un impact négatif sur la croissance du PIB :

Part des exportations françaises de marchandises dans les exportations de marchandises des pays de la zone euro (toutes destinations d'exportation confondues)



Sources : Douanes nationales

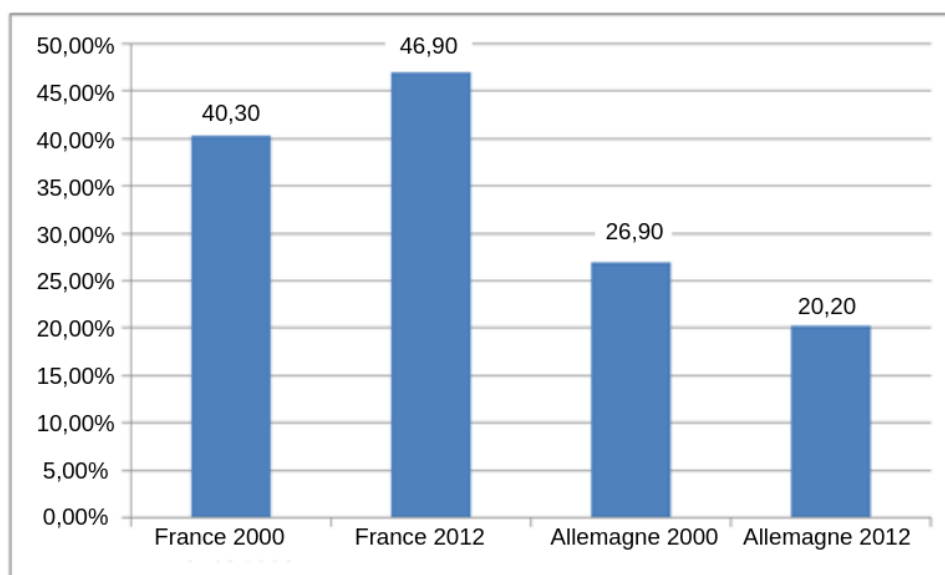
L'Union est un combat : pendant ce temps l'Allemagne...

Alors que la France augmente son coût du travail, les prélèvements sur les entreprises et sur le capital, l'Allemagne mène une politique rigoureusement inverse. Grâce aux lois Schroeder, elle baisse son coût du travail et globalement, les prélèvements sur ses entreprises.

A partir de cette date, on observe une rupture dans la localisation des activités manufacturières. Alors que les entreprises allemandes produisaient volontiers en France, pour des raisons de compétitivité et de coût de l'électricité, elles rapatrient désormais leurs productions sur les sites allemands.

C'est en matière de taxation du capital (entreprise et investisseur) que l'on met en évidence les politiques les plus opposées :

Taux de taxation implicite du capital (Source : Eurostat Taxation Trends 2014)

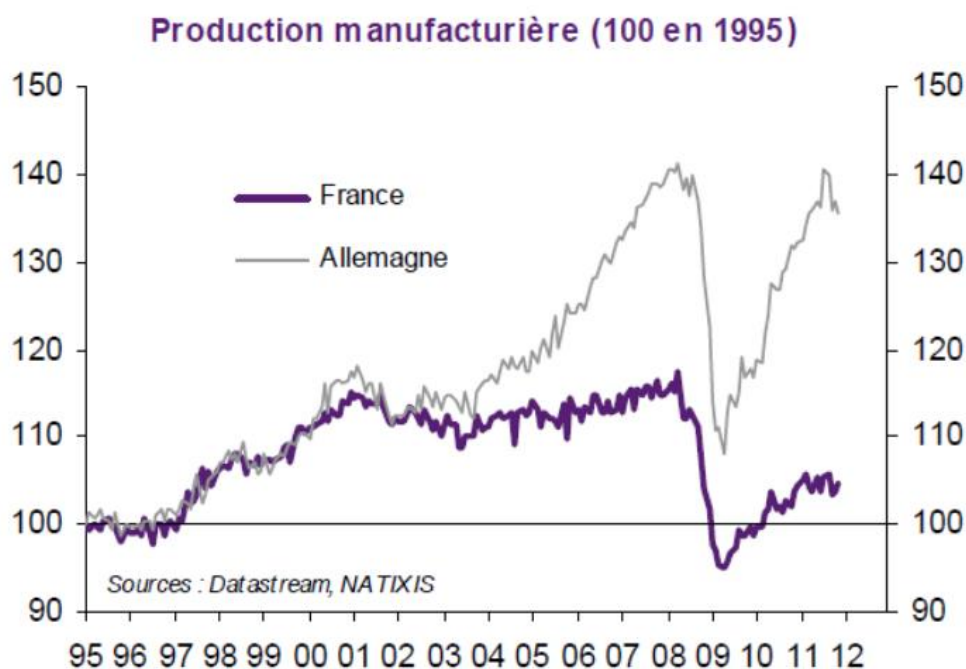


L'Allemagne qui bénéficiait d'une taxation du capital beaucoup plus faible que la France en 2000, l'a réduite davantage. En réalité, l'Allemagne a réalisé beaucoup plus une opération de TVA « capital » que de TVA « sociale » pour assurer son redressement économique !

Cette faible taxation du capital a renforcé l'attractivité de l'Allemagne pour les investissements productifs alors que la forte taxation les a dissuadés en France. D'autant plus que la France a augmenté considérablement la fiscalité du capital à l'automne 2012 avec l'idée séduisante au premier abord de l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail.

Dans les faits, l'érosion du capital par l'inflation, le cumul de l'ISF et de taux élevés pouvaient aboutir à prélever plus de 100% des revenus du capital !

C'est à partir de cette période charnière que les trajectoires des productions manufacturières de la France et de l'Allemagne se dissocient. L'Allemagne tire tout le profit de la croissance mondiale et, de surcroît, se substitue à notre production défaillante :



Nous avons voulu l'Euro mais nous ne voulons pas ou plus de la discipline économique et financière qui a permis de le construire. Ce faisant, nous mettons en péril l'avenir et la prospérité du pays par le déficit des comptes extérieurs.

A long terme, les pays doivent faire disparaître leur déficit extérieur, soit par :

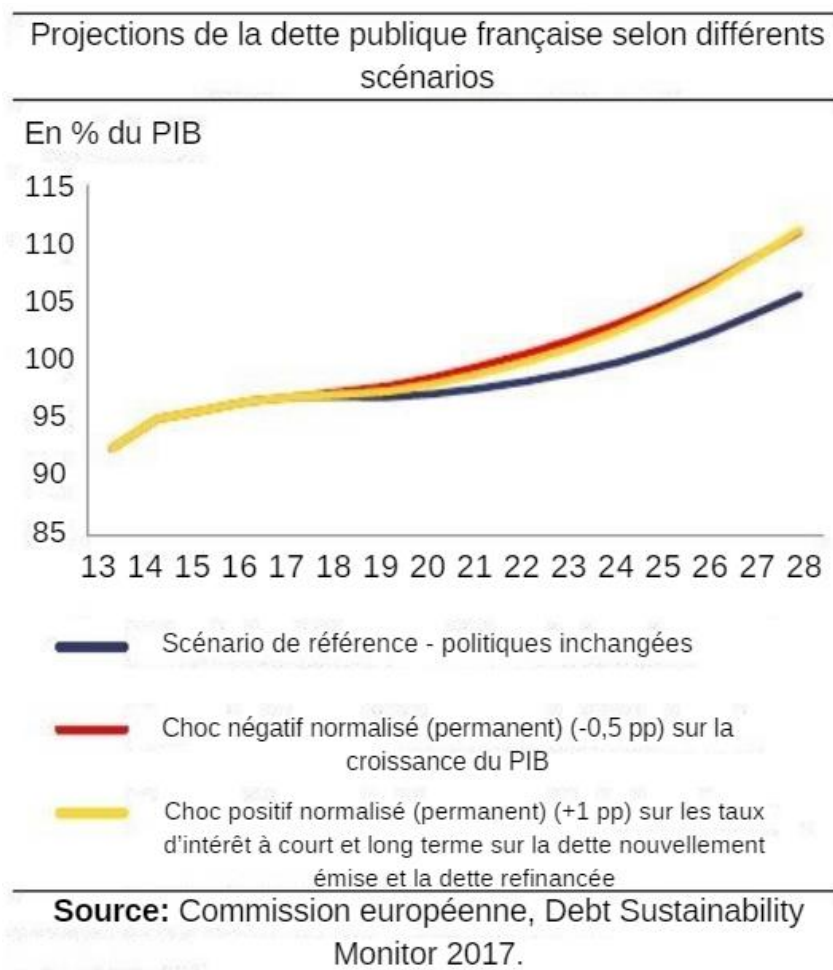
- La dépréciation du taux de change, mais avec l'Euro, ce n'est plus possible ;
- La réduction des salaires pour diminuer à la fois la demande intérieure et pour améliorer la compétitivité-coût, comme l'a fait l'Espagne ;
- La hausse des taux d'intérêt qui réduisent la demande intérieure comme en Italie.

Un tel ajustement macro-économique est inévitable dans les pays où une industrie de trop petite taille ne peut pas équilibrer les comptes extérieurs.

- Le risque de la dette

La gestion de la dette française et les notes élevées qui lui sont attribuées réduisent les risques à court terme. La dette française étant libellée en euros, le risque de change est inexistant. En outre, l'échéance moyenne des instruments de créance s'est allongée à plus de 7,5 ans en 2017, contre 7 ans en 2014, ce qui a permis à la France de s'assurer des taux d'intérêt faibles pour les prochaines années. La base des investisseurs est diversifiée.

Mais les simulations réalisées par la Commission européenne montrent combien il sera difficile de reprendre le contrôle de notre endettement :



Cette crise du surendettement à venir ne concerne pas seulement la dette publique : en proportion du PIB, la France détient désormais le record d'endettement des ménages et des entreprises de la zone Euro. Notre endettement global (Etat, entreprises, ménages) est le plus élevé de l'OCDE après le Japon qui lui bénéficie d'une épargne domestique abondante. Nous sommes le pays le plus à risque de l'OCDE, le plus vulnérable vis-à-vis d'une hausse des taux, d'une récession économique ou tout simplement d'une croissance faible (ce qui semble probable au regard de notre désindustrialisation) ou encore d'une hausse du prix du pétrole, tous facteurs qui rendraient nos dettes insoutenables aux yeux des prêteurs.

Rappelons que la contrainte financière a amené une réduction de la consommation des Espagnols de 14% après la crise de 2000 et de celle des Grecs de 28%. Comment réagiraient les Français à une telle situation ?

V. L'abandon des centres-villes

A partir des années 1960, la construction pavillonnaire a connu un essor considérable en réponse à l'aspiration des Français pour l'habitat individuel. Mais les deux chocs pétroliers qui indiquaient clairement qu'il fallait s'orienter vers une organisation spatiale resserrée n'ont pas été pris en compte dans les politiques publiques d'aménagement.

Pendant des dizaines d'années, on a développé les territoires périurbains et ruraux en ne concevant leur accessibilité que par la voiture. La commercialisation des lotissements d'habitation a été facilitée jusqu'à la loi Grenelle 2 qui instaure la nécessité de l'utilisation économe de l'espace, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), la diminution des obligations de déplacement. Après 1974, la population périurbaine a continué à se développer à un rythme très élevé :

Evolution 1975/2006 de la population des espaces urbains :

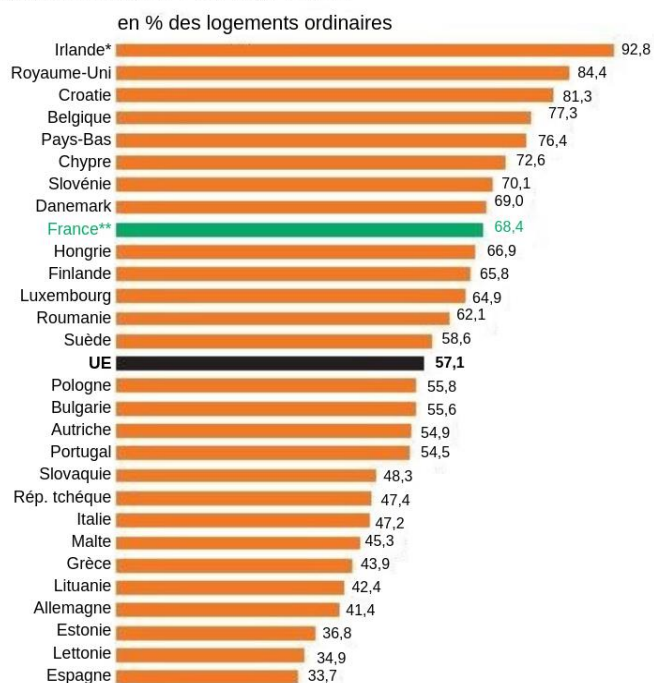
Périurbain : +59%

Banlieue : +24%

Ville centre : +0%

La France est un des pays européens où le poids de l'habitat individuel est le plus important :

Maisons dans l'UE en 2015



*Données 2014. ** France métropolitaine.

Lecture: 92,8% de la population irlandaise vit dans une maison.

Source: Eurostat, EU-Silc.

Au-delà de l'extension de l'habitat individuel, les politiques d'aménagements ont dispersé la vie en adoptant un mode d'urbanisation dysfonctionnel (séparation de lieux de résidence, production,

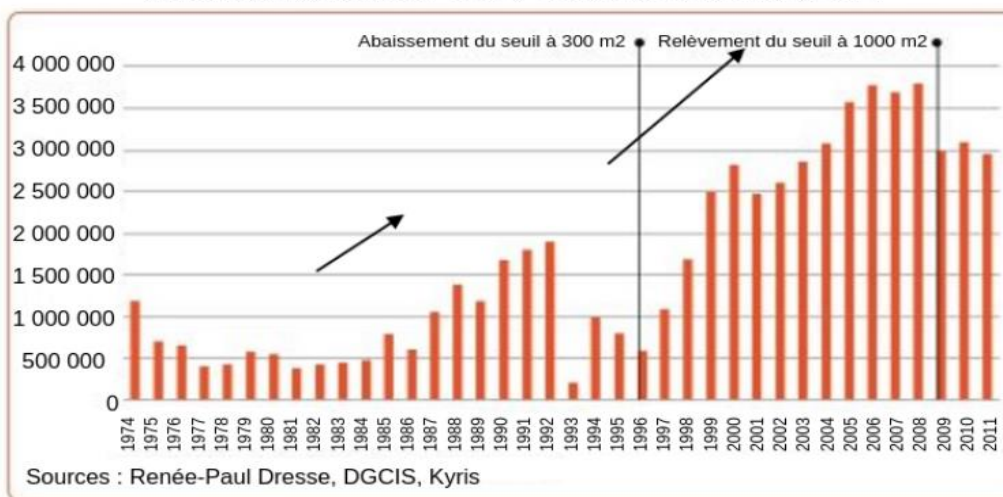
vente, services publics, etc) en contradiction complète avec les exigences d'un développement durable.

Selon les estimations faites en 2007 lors du Grenelle de l'environnement, il y aurait en France entre 24 000 et 32 000 ZAE occupant 450 000 hectares. Entre 2000 et 2008, le rythme d'expansion des zones industrielles et commerciales a été, avec 6,8%, très supérieur au rythme de croissance du tissu urbain (+1,6%).

On peut même estimer que les collectivités locales ont misé sur l'aménagement des zones commerciales et sur la grande distribution pour contrecarrer les effets de la désindustrialisation qui frappent leur territoire, engendrant chômage et baisse de leurs recettes fiscales ainsi que menaces politiques.

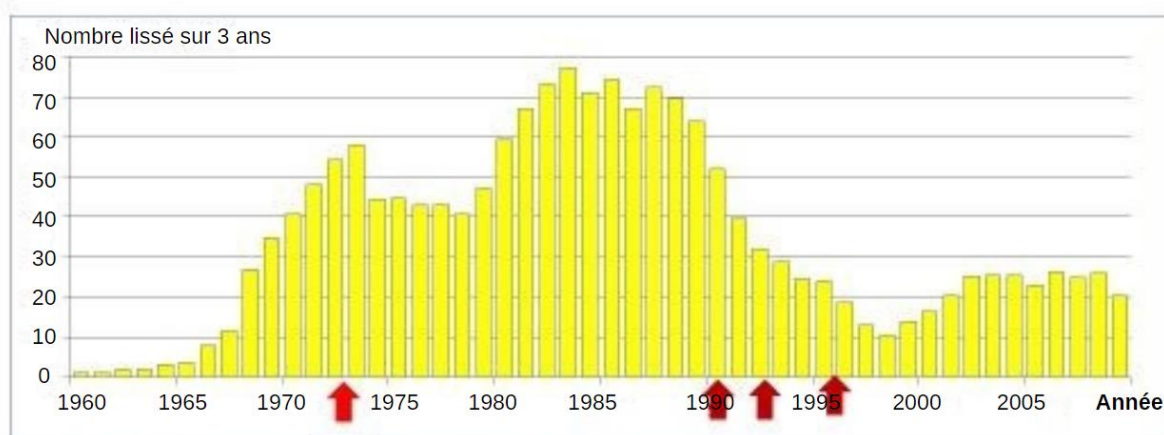
Cette stratégie de création d'emplois est partiellement activée en réponse à la crise de 1990 et à la désindustrialisation de 2000 :

Quarante ans d'urbanisme commercial. Évolution des autorisations des surfaces commerciales en CDUC, CDEC puis CDAC depuis 1974



Extrait de la présentation de P. Madry - Institut pour la ville et le commerce - 21/12/2011

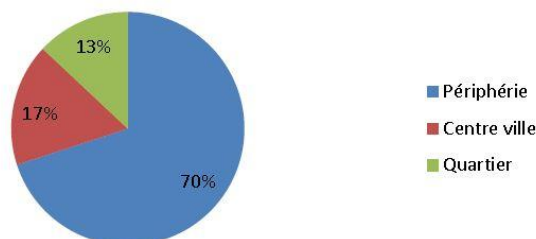
Les hypermarchés (les plus structurants sur le plan des déplacements avec une distance moyenne de 7,9 km du consommateur) connaissent aussi paradoxalement un fort développement après le deuxième choc pétrolier :



Nombre d'hypermarchés créés par an et dates des lois principales

Cette structuration de l'espace a été déterminante. C'est un mouvement massif puisque les commerces de périphérie représentent à l'heure actuelle 70% du chiffre d'affaires commercial du pays :

**Répartition du chiffre d'affaires
du commerce de détail par lieux de vente**



La France est le pays d'Europe le plus doté en hypermarchés et en supermarchés :

Densité de grandes surfaces par habitant en Europe

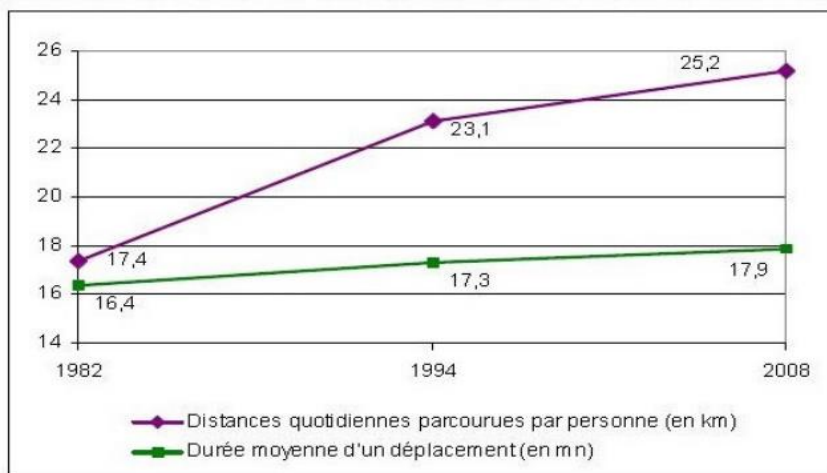
	Hypermarché	Supermarché
France	1 pour 46. 000 hab	1 pour 10. 000 hab
Allemagne	1 pour 51. 000 hab	1 pour 10. 000 hab
Royaume-Uni	1 pour 61. 000 hab	1 pour 15. 000 hab
Italie	1 pour 130. 000 hab	1 pour 9. 000 hab

Source : DCAS/INSEE

Ce modèle d'aménagement du territoire a deux grandes conséquences :

1) La dépendance à la voiture avec l'allongement des distances

Distances parcourues et durées des déplacements locaux, entre 1982 et 2008



Champ : déplacements un jour de semaine des individus âgés de 6 ans ou plus résidant en France métropolitaine.
Sources : SoeS, Insee, Inrets, enquêtes nationales transports 1982, 1994, 2008

Chaque individu âgé de plus de 6 ans parcourt 25 kms par jour en 2002 contre 17 kms en 1982. La prochaine enquête déplacement de l'INSEE de 2019 devrait montrer une nouvelle progression. Le transport s'effectue à 71% en voiture :

Mode de transport	Fréquence (en %)		
	Homme	Femme	Ensemble
Pas de déplacement	3,7	5,3	4,5
Marche	5,1	7,5	6,3
Vélo	2,4	1,5	1,9
Deux-roues motorisés	3,2	0,6	1,9
Transports en commun	12,5	17,1	14,8
Voiture	73,1	67,9	70,6
Ensemble	100	100	100

Le taux monte à 80% au-delà de 10 kms de trajet.

Cette réalité économique est à l'origine de la crise des gilets jaunes qui pointe l'extrême fragilité de notre organisation spatiale.

Rappelons les coûts de la mobilité automobile :

Budget voiture de référence acquisition avec reprise

Véhicule	Dacia Logan Diesel 8935 Km/an	Renault Clio Essence 8935 km/an	Peugeot 308 Diesel 15910 km/an
Budget total	4927€	6833€	9476€
Dépense mensuelle	415€	569€	790€
Prix au kilomètre	0,55€	0,784€	0,595€

Source : ACA

Un salarié qui effectue 60 kms quotidiennement pour se rendre à son travail dépense pour son seul transport professionnel 600€ à 700€ par mois contre 75€ pour un Pass Navigo en Ile-de-France remboursé au minimum à 50% par l'employeur. Plusieurs millions de salariés se lèvent tous les matins pour un gain réel inférieur à 300€ par mois par rapport au fait de rester en inactivité et de bénéficier des minima sociaux.

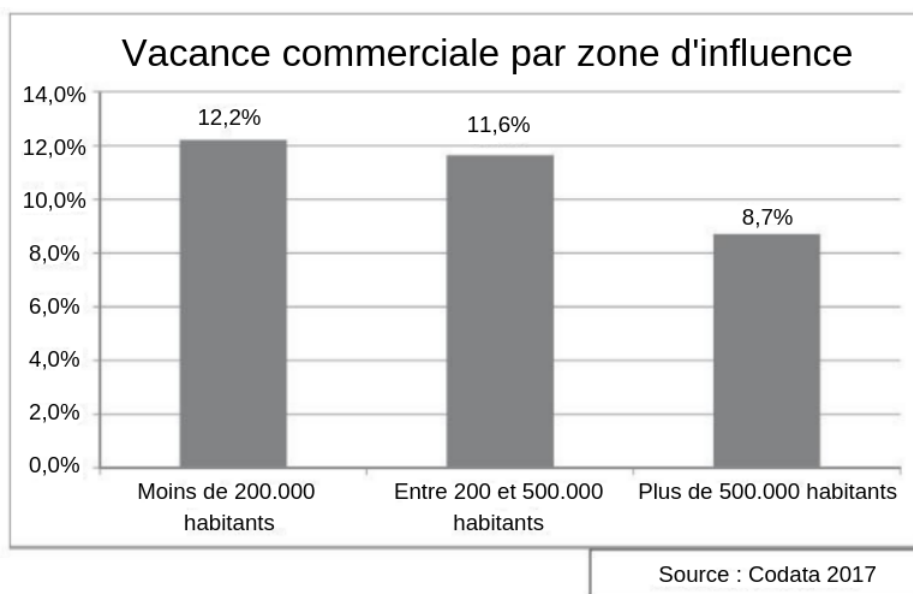
Car le coût du transport automobile est grandement sous-estimé par les ménages qui l'assimilent au prix du carburant alors que cela ne représente que 20% à 30% du coût total de possession d'un véhicule.

L'acquisition d'un pavillon éloigné du lieu de travail peut se révéler insoutenable sur le plan financier.

2) L'agonie commerciale de nombreux centres-villes

De nombreux centres-villes rencontrent aujourd'hui des difficultés, particulièrement dans la catégorie des villes moyennes, l'augmentation du taux de vacance des locaux commerciaux en étant l'indice le plus visible. Mais de nombreux autres indicateurs confirment la difficulté des centres-villes face aux autres formes de commerce (retail-parks, centres commerciaux...)

Le taux moyen de la vacance en centre-ville est passé de 7,2% en 2012 à 9,5% en 2015 et 11,1% en 2017 (hors Ile-de-France). **62% des centres-villes observés ont un taux de vacance supérieur à 10%, limite symbolique considérée comme critique.** Ils étaient seulement 10% en 2001.



Certaines villes deviennent des villes « fantômes » comme Saint-Brieuc qui connaît un taux de vacances de 38,5% dans le centre-ville.

Or, le modèle d'organisation spatiale centré sur le lotissement pavillonnaire imposant le recours à la voiture, faisant dépérir les centres-villes, développant le commerce périurbain, est rendu obsolète par trois nouvelles tendances fondamentales :

1) La lutte contre le réchauffement climatique qui impose de réduire le recours à la voiture

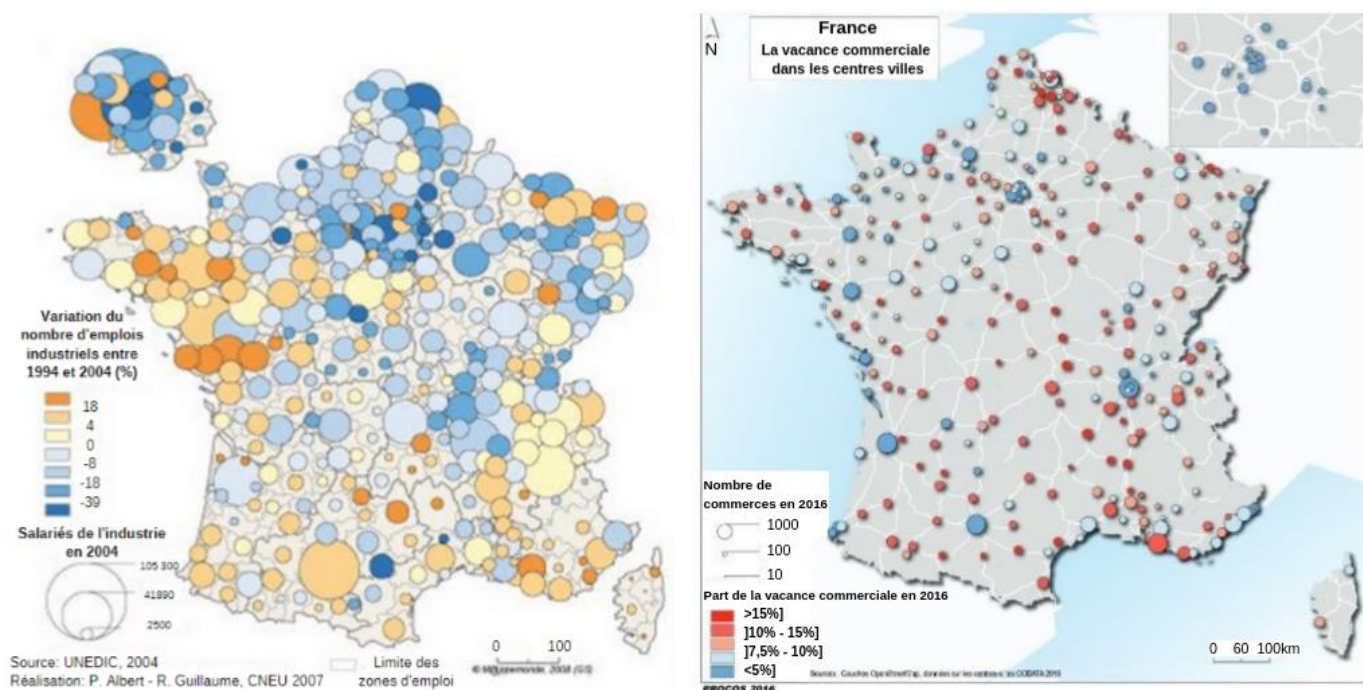
L'organisation « automobile » de la majeure partie de notre territoire est un risque majeur par rapport à un effort de lutte contre les émissions de CO2 ou tout simplement un nouveau choc pétrolier. Et il y a peu d'alternatives : aucun système de transport public est à même de mailler une zone pavillonnaire.

2) Les aspirations des jeunes générations

Un élément clé pour attirer ces jeunes générations, c'est un centre-ville attractif car les « millenials » veulent vivre, travailler et avoir leurs loisirs au même endroit. Ils veulent marcher et ne pas circuler en voiture. Aux Etats-Unis a été créée la notion de « marchabilité » d'un territoire. Il faut donc aussi considérer la revitalisation des centres-villes comme un moyen indispensable pour attirer des talents et des activités productives et cela amène à donner une place importante à la mixité fonctionnelle dans les opérations d'urbanisme. **Sans centres-villes attractifs, les villes petites et moyennes sont condamnées au déclin. Comment espérer en effet faire venir un jeune médecin en l'absence de vie urbaine ?**

3) Le développement de l'e-commerce

L'examen de la vacance des commerces en centre-ville montre, à quelques exceptions près, que ce sont les régions les plus désindustrialisées qui ont le plus développé le commerce de périphérie pour créer des emplois, mais au prix du sacrifice de leur centre-ville :



Or, le commerce est confronté à une rupture d'une ampleur comparable au bouleversement du commerce de détail par les grandes surfaces dans les années 70-80 avec le développement de l'e-commerce dont la part dans la consommation mondiale devrait monter à 15% en 2020.

De surcroît, alors que l'e-commerce semblait confiné aux biens matériels, il pourrait désormais impacter la vente de produits alimentaires.

L'exemple américain montre combien l'impact de l'e-commerce peut être destructeur sur les grandes surfaces commerciales américaines :

- 15% des centres commerciaux présentent un taux de vacance de 10 à 40%, le nombre de visites des centres commerciaux a été divisé par 2 entre 2000 et 2013 ;
- Le cabinet Green Street estime que 30% des « malls » américains sont condamnés à fermer et selon Cushmeier & Wakefield, la moitié des 1 100 centres commerciaux régionaux fermeront au cours de la prochaine décennie. C'est un séisme auquel la France ne devrait pas échapper.

Pour le moment, les difficultés se concentrent sur le non alimentaire des hypermarchés qui était leur marque de fabrique. Sa part se réduit d'année en année, 17% du chiffre d'affaires chez Carrefour contre 20% en 2011.

Les chaînes commerciales adaptent des stratégies de réponses différenciées :

- Diminution des surfaces chez Casino au profit de galeries commerciales et report de l'électroménager sur le site C Discount ;
- Carrefour veut se recentrer sur l'alimentaire en réallouant des surfaces de vente à des services, de la restauration, des animations. Pour l'électroménager, alliance avec la FNAC.

Mais la question est de savoir si l'alimentaire restera un avantage comparatif de ces enseignes, avec la concurrence et l'éventuelle conquête de ce marché par l'e-commerce.

La stratégie la plus disruptive pourrait être celle de Casino qui a conclu une alliance avec le logisticien britannique OCADO. L'alliance construira un entrepôt automatisé en région parisienne gérant 50 000 références et capable de préparer une commande de 50 produits en 6 minutes. L'entrepôt Ocado livrera les commandes passées sur Monoprix.fr le lendemain dans un rayon de 300 km. De quoi alimenter non seulement la région parisienne, mais aussi une grande partie des Hauts-de-France et de la Normandie. En théorie, une douzaine d'entrepôts similaires permettrait de couvrir l'essentiel du territoire français et concurrencerait durement les grandes surfaces commerciales alimentaires.

L'avenir des grandes surfaces alimentaires s'avère ainsi extrêmement incertain et certaines collectivités locales pourraient être confrontées à de redoutables dilemmes. Par exemple, tenter de revitaliser le centre-ville et ses magasins au risque de porter un coup fatal à un hypermarché de la périphérie en difficulté avec à la clé les pertes d'emplois et de ressources fiscales.

Conclusion

Cette analyse de l'état du pays, après plusieurs décennies de choix politiques dommageables, doit dicter le sens des réformes nécessaires à nos dirigeants. Il faut changer de cap et renouer avec une politique vertueuse pour notre économie.

Autour de ce constat, les idéologies et les enjeux politiques immédiats ralentissent le rythme des mesures nécessaires qu'il faudrait prendre pour un rétablissement progressif de nos équilibres économiques et sociaux.

Il faut en effet stopper le décrochage de notre pays ; les Français ignorent que notre P.I.B par habitant a perdu 10% en 10 ans par rapport au P.I.B allemand. Ce document vient sonner l'alarme.

Faire redémarrer notre industrie, retrouver le sens du travail, réconcilier les jeunes générations avec une éducation et une instruction permettant de donner une chance à tous sans abandonner l'élitisme républicain, mais aussi renouer avec une certaine discipline économique et financière et revitaliser nos centres-villes, les enjeux sont nombreux et les décisions de nos dirigeants doivent être fortes et cohérentes.

La France a souvent su se redresser, nous en avons les ressources et les mesures à prendre sont connues.